

**MODERNISATION
LES BASES DE DEFENSE
UN AN APRES**

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



AFGHANISTAN LE NOUVEAU DISPOSITIF FRANÇAIS

M 01139 - 345 - F: 3,00 €



DOSSIER : METIERS ET CARRIERES DANS LES ARMEES

Avec le Plan ÉPARMIL, votre épargne fait des petits... **4,45%***

Constance

Prudence

Prosper !



...qui n'ont pas fini de grandir !

4,45%*

**le Plan ÉPARMIL
ASSURANCE VIE EN EUROS**

Performance, souplesse, sécurité et un niveau de qualité certifié vous offrent les meilleures garanties pour votre investissement.

Avec ÉPARMIL, votre avenir y trouvera son compte.

**Contactez votre conseiller habituel,
appelez le 32 22** ou visitez agpm.fr**



Le Revenu

*Taux de rendement net 2008 avant prélèvement des contributions sociales.

Pour vous, on s'engage jusqu'au bout

AGPM
ASSURANCE, ÉPARGNE, PRÉVOYANCE

FORCES EN ACTION

- 4** En piste pour le Silver Tiger
- 10** Rendez-vous au large avec les commandos
- 14** Les Opex en bref
- 16** Instantanés

MODERNISATION

- 18** Les bases de défense un an après
- 20** 32,15 milliards d'euros pour la Défense en 2010

ENJEUX

- 22** L'Europe, vingt ans après la chute du mur

FOCUS DÉFENSE

- 26** À Bamako, une école high-tech pour soldats de la paix
- 30** Afghanistan : la réorganisation du dispositif français
- 32** Les Alps se préparent au mandat hivernal en Afghanistan

- 36** Caesar certifié opérationnel
- 38** Quand le mal de mer boit la tasse
- 42** Module de formation à la Déontologie
- 44** Repères

DOSSIER

- 46** Métiers et carrières dans les armées
- 48** La modernisation des ressources humaines
- 50** Les armées s'adressent aux étudiants
- 52** Devenir marin en une année
- 54** La reconversion, pièce maîtresse de la carrière
- 56** Ils témoignent et prodiguent leurs conseils

DÉTOURS

- 60** Culture

PERSPECTIVES

- 64** Document
- 65** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection



4 FORCES EN ACTION

Tiger Meet

Cet exercice Otan de haut niveau rassemble des unités aériennes ayant le tigre pour emblème. Il a eu lieu cette année sur la base de Kleine-Brogel, en Belgique, où les équipages français s'y sont une nouvelle fois distingués.



30 FOCUS DÉFENSE

Afghanistan : réorganisation du dispositif français

La France, qui vient de céder le commandement de la Région de commandement Kaboul à la Turquie, réarticule son dispositif.



46 DOSSIER

Métiers et carrières dans les armées

21 000 jeunes doivent être recrutés pour le métier des armes en 2009. Des reportages illustrent leur engagement au service de leur pays de la phase de recrutement à la reconversion dans le civil.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction : Directeur de la publication : Laurent Teisseire. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoit Brulon. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. Rédacteur en chef : chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. Rédacteur en chef adjoint : adjudant-chef (terre) Stéphane Froidure (01 44 42 81 66). Secrétaire de rédaction : Laurence Balan, Yves Le Guludec. Chef des reportages : sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). Rédaction : Carine Bobbera (48 07), Yann Brand (55 05), aspirant (marine) Guillaume Claret (45 83), Julien Fouineau (33 18), enseigne de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Arnaud Hunter-Rousselle (58 72), Aude Le Calvé (47 27), capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet (48 01), Tania Sotty (48 11), Linda Verhaeghe (48 26). Prestations intellectuelles : Jean-Claude Jaeger, Laurent Henninger. Service photo : adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), Stéphanie Brandin (48 35), caporal-chef (terre) Christophe Fiard (48 40). Directeur de fabrication : Serge Couplier (01 56 77 23 08). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Photogravure : Alliage. Impression : Québecor. Routage : CRP Commission paritaire n°0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Dicot - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. Contact publicité (ECPAD) : Thierry Lepsch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr Abonnés payants (ECPAD) : 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr Diffusion : 01 56 77 23 08 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr ; Photo de couverture : Arnaud Roiné / ECPAD.

Le Tiger Meet rassemble chaque année depuis 1961 des unités aériennes ayant le félin pour emblème.

Il est devenu entretemps un exercice Otan de haut niveau, accueilli cette année sur la base de Kleine-Brogel, en Belgique. Les équipages français s'y sont une nouvelle fois distingués.

C. AMBOISE / SIRPA AIR

En piste pour



le Silver Tiger



« Les scénarios des exercices sont basés sur les retours d'expérience d'opérations comme celles menées en Afghanistan ou au Kosovo. »

Ci-dessus :
Rafale,
Mirage 2000
F18 suisse
F16 tchèque.
Ci-contre :
Mirage 2000.
Les appareils
sont préparés
comme pour
des opérations
réelles.





PHOTOS : C. AMBOISE/SIRPA AIR

C'est un spectacle inhabituel qu'offre la base aérienne de Kleine-Brogel, en Belgique. Avions de chasse, gros porteurs, ravitailleurs, hélicoptères, et même un AWACS, reconnaissable à son radar.

Mirage, F18, Rafale, F16, Gripen gagnent la piste principale avant de s'élancer par vagues. Une soixantaine d'aéronefs sont venus participer à l'exercice NATO Tiger Meet 2009. Représentant seize États membres – dont deux anciens pays du bloc de l'Est, la Tchèque avec des hélicoptères Mi24 et la Hongrie, équipée de chasseurs Gripen –, ils sont rassemblés sur la base flamande pour quinze jours d'exercices intenses. Au programme, des vols opérationnels pour améliorer l'interopérabilité de ces forces aériennes.

Le Tiger Meet est né il y a une cinquantaine d'années, à l'initiative du lieutenant Dugan, de l'United States Air Force. Il voulait rapprocher les escadrons de chasse ayant le tigre pour emblème afin de partager leurs retours d'expériences. Tiger Meet s'est peu à peu imposé comme un rendez-vous majeur dans le calendrier des exercices de l'Otan. « Deux vagues de vols se déroulent chaque jour, explique le lieutenant-colonel Michel, commandant de l'escadron. Les opérations sont dirigées depuis le centre opérationnel (C2), cœur du Tiger Meet. Les scénarii et les simulations de menace sont basés sur les retours d'expérience d'opérations extérieures, comme en Afghanistan ou au Kosovo. Aujourd'hui, il s'agit de la destruction d'un objectif au sol, demain, ce sera la récupération d'un pilote éjecté en territoire ennemi. »

Mission de défense pour les Français

Le commandant de l'escadron assiste, avec les unités de tous les pays participants, au briefing de la mission du jour, en qualité de directeur d'exercice pour le détachement français. Outre cinq Mirage 2000-C de l'escadron 1/12 de Cambrai, celui-ci comprend deux Mirage 2000 RDI et trois Rafale de l'escadron de chasse et d'expérimentation (ECE) 05/330 de Mont-de-Marsan, accompagné de l'escadron de défense sol-air Somme, de Cambrai. Tous visent le Silver Tiger, qui récompense le meilleur escadron de la quinzaine. Aux murs de la salle du centre opérationnel, les plannings de vol par unités et la composition des patrouilles voisinent avec des cartes d'état-major et des photos aériennes. « Hier, le C2 a distribué les ATO (Air Task Order), explique le lieutenant-colonel, les ordres de mission. Au sein de notre escadron, des officiers renseignements les déclinent en ordres tactiques pour les pilotes. Il s'agira d'une COMAO (Composite Air Operation) ». Lors d'un transport aérien de troupes, des unités de combat assureront sa protection, et des ►



À droite :
De retour de mission, le pilote consigne ses observations sur le comportement en vol de son avion, sous l'œil attentif des mécaniciens.

Ci-dessous :
Derrière les Mirage, un F18. Grâce aux données de vol et de tir enregistrées par chaque appareil, l'ensemble de la mission peut être reconstitué et commenté au debriefing.





DELPHINE ALARDON/BA 103



R. NICOLAS-NELSON/SIRPA AIR

► unités support comme le ravitaillement en vol seront employées. « *Sous les ordres du Mission Commander (commandant de la mission), un pilote allemand, la tactique et les escadrons se mettent en place, explique le commandant d'escadrille du 1/12, le capitaine Maurice. L'offensive aura lieu en deux temps. D'abord, une opération de nettoyage de zone en neutralisant les appareils adverses joués par d'autres escadrons. La mission nous est dévolue parce que la défense aérienne est notre domaine d'expertise principal. Ensuite, les bombardiers pourront "striker", c'est-à-dire frapper la cible proprement dite.* »

Tests en conditions réelles

Avant de partir en vol, les équipages passent une dernière fois au C2 pour vérifier les positions des défenses sol-air repérées par les drones. Aux services techniques, c'est l'effervescence : « *Le pilote prend en compte l'avion avant décollage puis, au retour, consigne les pannes survenues durant le vol dans le livret de suivi de l'avion "forme 11", détaille l'adjudant-chef Lenglet, chef de piste de l'ECE 05/330. Ceci, deux fois par jour durant toute la quinzaine. Les avions sont préparés comme pour une opération réelle.* »

L'ECE 05/330 de Mont-de-Marsan profite de Tiger Meet pour tester des matériels en conditions réelles. « *Ce sont les premières expérimentations en milieu interallié du Rafale au standard F3, qui vont permettre l'interopérabilité de la liaison de données "L16" avec les F16 norvégiens, belges ou hollandais,* témoigne le lieutenant-colonel Patrice Morand, commandant de l'ECE 05.330. » Autre nouveauté, concernant le Mirage : l'UMPC, un petit ordinateur que les pilotes portent sur la cuisse. Il comprend un fond de cartes satellites haute résolution sur lequel le pilote peut matérialiser son objectif ou positionner les situations tactiques terrestres, par exemple les troupes au sol.

Déjà, les premiers chasseurs rentrent d'exercice. À peine au sol, les pilotes retournent en salle de débriefing. Vols et missiles fictifs tirés par les avions sont enregistrés sur une carte mémoire pour chaque appareil. Ces données sont utilisées afin de reconstituer, au cours d'une projection vidéo, le déroulement de la mission. Le Mission Commander peut ainsi savoir si les objectifs ont été atteints. Mais à ce jeu, l'excellence opérationnelle du 1/12 n'est plus à démontrer. Et, pour la quatrième fois, l'escadron remporte le trophée du meilleur escadron de chasse sur la quinzaine, le fameux Silver Tiger. ■

Guillaume Claret



Le Rubis, sous-marin nucléaire d'attaque, à quai dans le port militaire de Toulon.

Rendez-vous au large

avec les commandos

Sagement amarré dans le port de Toulon, le *Rubis* a rendez-vous en mer dans quelques heures. Objectif : récupérer des commandos marine et leur Zodiac de retour d'une mission de renseignement. Un exercice de haute précision qui fait se côtoyer deux cultures militaires différentes.



Pendant la manœuvre,
le sous-marin continue
de filer à bonne allure.

Ci-dessus et ci-dessous : Dans le poste de commande, 20 marins sont concentrés sur les manœuvres. **Ci-contre :** La houle rend l'accostage délicat et gêne les mouvements des commandos pour hisser le matériel sur le sous-marin. Les « peaux » des Zodiac sont dégonflées, roulées et rentrées par le panneau arrière avec le reste du matériel.





Les yeux rivés sur le périscope de combat, le capitaine de frégate Petit, commandant du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *Rubis*, dicte ses ordres : « *Gouvernez à 200 !* » « *En route à 200 !* », répond dans l'instant le pilote, manche en main. Dans le poste de commandement, sous éclairage de nuit, 20 marins sont concentrés sur les manœuvres. À la gauche du Pacha, les postes dédiés à la navigation, à sa droite, la conduite des opérations. Des informations concises lui parviennent de toute part dans un flot quasi continu. Les yeux toujours rivés sur le périscope équipé de vision nocturne, il les écoute en silence et, de temps en temps, donne un ordre, et chacun sait s'il lui est destiné.

Une certaine excitation règne dans le PC exigu, bardé d'électronique et de vannes jusqu'au plafond. Le sous-marin doit faire surface dans quelques minutes. Il a rendez-vous avec une équipe de commandos marine. Ces derniers reviennent d'une mission de renseignement en territoire hostile sur les côtes toutes proches. Ils monteront à bord du *Rubis*, avec armes, matériels et leurs Zodiac. Il fait nuit noire, et la mer est formée avec un vent de force 5. Le *Rubis* les cherche. Ceux que l'on appelle les « oreilles », casques rivés sur la tête, écoutent les bruits de la mer. Avec leurs sonars, ils repèrent les sons de moteur, et peuvent donner la direction et le cap des bateaux aux alentours, évaluer la distance les séparant du sous-marin. « *Nous devons être extrêmement vigilants*, prévient le commandant en second, posté un peu en retrait. *Un pêcheur pourrait nous repérer et donner l'alerte.* » Soudain, au code convenu, Le Pacha pointe le périscope sur l'azimut, émet un signal infrarouge et attend. De minuscules éclairs parviennent du néant. C'est le code : « *Faites surface !* ».

Météo exécrable

Il est minuit, quelque part au large des côtes varoises. Ce rendez-vous fait partie d'un exercice. Renseignement, infiltration, exfiltration depuis la mer : les missions classiques des sous-marins nucléaires d'attaque et commandos marines. En raison de la météo difficile depuis quelques jours, les manœuvres de débarquement et de rembarquement ont été effectuées une première fois de jour pour régler tous les détails.

Une fois à la surface, la course contre la montre commence. Exposé, et donc vulnérable, le sous-marin va continuer à filer à bonne allure. Une équipe réduite sort pour recevoir les Zodiac. Un plongeur se poste à l'extrême arrière, prêt à intervenir si un homme tombe à la mer. Pour faire entrer les commandos et leurs matériels, les

marins ouvrent un panneau de la plate-forme arrière. Celle-ci affleure un mètre au-dessus de l'eau à peine. Pour des raisons de sécurité, cet accès n'est normalement jamais ouvert en pleine mer. Cette nuit, alors que la météo est exécrable, il n'y a pas d'autre choix.

À l'horizon, les éclairs d'un orage trahissent l'approche des Zodiac. Sur la plate-forme, les hommes lancent une amarre à laquelle est fixé un bâtonnet phosphorescent. Guidés par ce seul petit halo de lumière rouge, les commandos l'attrapent et y attachent matériels et armements. Puis, c'est au tour des hommes d'empoigner l'amarre pour grimper sur la coque.

Faire travailler deux mondes ensemble

La pluie et la mer ont rendu les flancs glissants et la houle amplifie le mouvement des embarcations pneumatiques le long du sous-marin. « *C'est la phase la plus délicate, celle où nous redoutons qu'un homme tombe à la mer* », commente le commandant en second. À la force des bras, commandos et sous-marinières hissent les Zodiac sur le pont. Il faut retirer les moteurs, dégonfler les pneumatiques et les rouler soigneusement, comme une feuille de tabac pour faire un cigare. Il faut maintenant faire passer les « peaux » ainsi sanglées, pesant plus de 100 kilos, par le panneau, qui mesure moins d'un mètre de diamètre. Plusieurs tentatives sont nécessaires avant que les commandos ne puissent s'engouffrer eux-mêmes. Le *Rubis* peut plonger à nouveau.

Il aura fallu assez peu de temps pour embarquer hommes et matériels à bord du sous-marin. « *Des temps très satisfaisants compte tenu des conditions météo*, lance le Pacha, satisfait. *Il est indispensable de répéter cet exercice régulièrement. Car il fait travailler ensemble deux mondes, celui des forces spéciales et celui des sous-marinières, qui n'ont pas la même culture. Il donne aux uns et aux autres la qualification pour effectuer ce genre d'embarquements et de débarquements dans un cadre opérationnel.* »

Dans la « cafétéria », l'unique pièce suffisamment grande pour y faire manger un demi-équipage, les commandos, trempés et affamés se reposent, entourés des marins qui ne sont pas de quart. Le cuisinier ouvre pour eux sa réserve, le commis prépare le « lait du hibou », la mixture nocturne des sous-marinières... « *Nous vivons cet exercice, nous, marins, avec une grande intensité*, confie le second maître Garbach, adjoint torpilleur, *car tout le monde à bord y participe. C'est l'une des rares fois où nous sommes intégrés dans une mission avec les forces spéciales.* » ■

AFGHANISTAN : OPÉRATION OCTAVINA EN VALLÉE DE TIZIN



SEBASTIEN DUPONT / ECPAD

locales et les villageois. Ce don d'équipements s'est accompagné d'une distribution de couvertures et d'une tonne de semence de luzerne à hauteur de 10 kg par famille. Un médecin militaire français a par ailleurs réalisé une trentaine de consultations au profit des habitants tandis qu'une équipe de sapeurs a ouvert une piste qui permettra de désenclaver la zone à l'approche de l'hiver. Enfin, le BatFra a donné un tracteur équipé d'une remorque à la *manteqa* (communauté des villages). En associant l'ANA, les habitants de la vallée de Tizin et les soldats français, l'opération Octavina illustre l'action du bataillon français pour la reconstruction et la sécurisation de la région.

Cinq kits agricoles et cinq de maçonnerie ont été remis aux habitants de Jorobay et de Tizin-E-Khas, deux villages du Surobi, en Afghanistan, durant l'opération Octavina conduite par le Bataillon français (BatFra). Le but de cette action menée avec le

soutien des équipes des actions de coopération civilo-militaire (CIMIC) était d'agir dans le domaine de l'aide au développement. Elle vise à améliorer la gouvernance du district en s'appuyant sur les contacts de l'armée nationale afghane (ANA) avec les autorités

KOSOVO : DISSOLUTION DU GROUPE MÉDICO-CHIRURGICAL FRANÇAIS DE PLANA



EMA

Le général Arnaud Sainte-Claire Deville, commandant la Task Force Multinationale (TFMN) Nord, a présidé la cérémonie de dissolution du groupe médicochirurgical (GMC) français sur le camp de Plana. Installé depuis juillet 2003, le GMC a réalisé une moyenne annuelle de près de 6 500 actes médicaux au profit des soldats de la KFOR, mais aussi des habitants de toutes les communautés de Vushtri et de sa région. La fermeture de cet hôpital, effective depuis le 1^{er} octobre, s'inscrit dans le processus progressif et mesuré de réduction des forces de l'Otan, décidé en août dernier par le Conseil de l'Atlantique Nord. L'hôpital militaire allemand de Prizren, situé en TFMN-Sud, assure désormais le soutien médical des soldats de la KFOR.

AFGHANISTAN : DEUX COUGAR À KABOUL

Deux hélicoptères de manœuvre ont rejoint le détachement d'hélicoptères du contingent français en Afghanistan. Arrivés par gros porteurs, ces deux aéronefs de type AS 532 Cougar s'ajoutent aux trois Gazelle, trois Tigre et trois Caracal déjà en place à Kaboul. Ce renforcement a amené le détachement à se transformer en bataillon d'hélicoptères. Afin de mieux répondre aux impératifs de planification et de conduite des opérations, le bataillon s'est doté d'un état-major tactique (EMT). Composé de trois cellules « opérations », « logistique » et « moyens d'information », l'EMT optimisera l'utilisation des onze appareils français désormais présents sur le théâtre. Avec cette nouvelle structure

valorisant les capacités d'hélitransport, le bataillon d'hélicoptères répond aux besoins opérationnels

de la Task Force française La Fayette qui se déploie depuis le 1^{er} novembre dans les districts de Kapisa et Surobi.



SEBASTIEN DUPONT / ECPAD

SOMALIE : LA SOMME INTERCEPTE 5 PIRATES AU LARGE DES CÔTES

Le bâtiment de commandement et de ravitaillement (BCR) *Somme*, qui faisait route pour une mission de ravitaillement, en soutien des bâtiments de la force européenne *Atalante*, a été pris en chasse par deux embarcations rapides à environ 250 milles nautiques des côtes somaliennes. Prenant le BCR pour un navire de commerce, les assaillants ont ouvert le feu sans faire de blessés. Le BCR a immobilisé l'une des embarcations. Cinq pirates ont été remis aux autorités somaliennes, au large de Bossaso.

PIRATERIE : 4 ATTAQUES CONTRE DES THONIERS FRANÇAIS DÉJOUÉES



Quatre thoniers français, le *Via Mistral*, le *Via Avenir* puis le *Glénan* et le *Drennec*, ont subi, à quatre jours d'intervalle, une attaque de pirates à environ 300 nautiques au nord des Seychelles et 500 nautiques (près de 1 000 km) à l'est des côtes somaliennes. Les thoniers ont été pris en chasse par deux embarcations armées par une dizaine de pirates. Les fusiliers marins et les commandos marine présents sur les bateaux de pêche au titre des équipes de protection embarquée (EPE) ont répliqué à la menace par un emploi gradué et proportionné de la force, stoppant l'approche des pirates. Ces attaques n'ont occasionné aucun blessé parmi les pêcheurs et les marins français. Des équipes de protection embarquées ont été mises en place sur les thoniers français opérant des Seychelles depuis juillet dernier.

TCHAD : EXERCICE INTERARMÉES À MOUSSORO

Les éléments français au Tchad (EFT) ont organisé un exercice de synthèse à la manœuvre et au tir. Baptisé Tlemcen et impliquant plus de 200 militaires, il s'est déroulé à Moussoro, à 250 km au nord-est de N'Djamena. Posers d'assaut d'avions de transport Transall, infiltration en zone périurbaine, tirs de blindés à roues ERC 90 Sagaie, appui des avions de chasse Mirage F1 CR ont constitué les temps forts de cet entraînement interarmées qui a engagé une part importante des moyens terrestres et aériens disponibles sur le théâtre tchadien.

GUYANE : DESTRUCTION DE MINES D'OR ILLÉGALES

Dans le cadre de l'opération Harpie, les forces armées en Guyane et la gendarmerie ont mené une opération de destruction des puits de mines sur la zone de Repentir, l'un des plus gros sites d'orpaillage illégal. En cinq jours, 22 puits et 4 mines ont été détruits, rendant impossible l'accès aux galeries d'extraction du précieux métal. La mise en œuvre des explosifs a été assurée par les sapeurs du 17^e Régiment du génie parachutiste, actuellement en renfort du 9^e Régiment d'infanterie de marine de Cayenne.

GUINÉE : TRANSPORT DE FRET AU PROFIT DES HÔPITAUX DE CONAKRY

À la suite des violences qui ont fait de nombreuses victimes à Conakry, fin septembre, la France a décidé l'envoi de personnels et de matériel pour renforcer les capacités médicochirurgicales des hôpitaux de la capitale

guinéenne. À cet effet, un Transall C160 a décollé de la base aérienne 105 d'Évreux transportant à son bord une équipe du ministère des Affaires étrangères et 5,6 tonnes de matériel médical et chirurgical.



CÔTE D'IVOIRE : SÉANCES D'INFORMATION POUR LES GENDARMES IVOIRIENS

Durant deux semaines, les gendarmes mobiles de la force Licorne ont organisé six séances d'information et des exercices pratiques de sécurisation et de maintien de l'ordre au profit d'éléments de la gendarmerie mobile d'Abidjan. À l'approche des élections présidentielles dans leur pays, les gendarmes ivoiriens ont apprécié cet échange d'expérience qui leur permet de mieux appréhender les échéances à venir.

PROBABLE



JEREMY LOCK / US AIR FORCE



CPL. MELISSA TUGWELL

1 - Ravitaillement

Un hélicoptère Stallion américain est ravitaillé en vol depuis un Hercules C-130.

2 - Mur de feu

Explosion déclenchée par les artificiers du Miramar Air Show (États-Unis).
Devant, des F18 des Blue Angels, équivalents américains de la Patrouille de France.

3 - Aide d'urgence

Un C-17 Globemaster australien charge des équipements médicaux à destination de Sumatra, après le tsunami qui a frappé l'Indonésie, en octobre.

4 - Anzac Day

Marin rendant hommage aux soldats australiens et néo-zélandais tombés pendant la première guerre mondiale.

5 - Sauvetage

Un enfant, piégé dans une maison après le passage de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, est secouru par un soldat du 38^e Escadron de recherche.



3

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA



4

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA



5

MANUEL J. MARTINEZ / US AIR FORCE

Les bases de défense un an



FRANCK SEUROT / MARINE NATIONALE

Le port de Brest. Des bases moins nombreuses mais plus vastes.

Axe majeur de la modernisation de la Défense, la création de ces entités a déjà montré son efficacité. Bilan de dix mois d'existence.

L'expérimentation des bases de défense que nous avons menée confirme que le schéma et l'organisation que nous avons pensés s'avèrent pertinents », a déclaré le ministre de la Défense, Hervé Morin, le 21 octobre dernier. Dix mois se sont écoulés depuis la mise en place des 11 bases de défense expérimentales. Le bilan fait par les commandants de bases et l'ensemble des parties prenantes à la réforme a permis de présenter le premier retour d'expérience au chef d'état-major des armées, qui a donné ses orientations.

Le nombre des bases de défense (90 initialement prévues) sera réduit. « L'état-major des armées (EMA) travaille sur un modèle qui devrait nous amener à un chiffre compris entre 60 et 70 BdD », a déclaré le ministre de la Défense.

En effet, l'expérience a montré que la mise en commun des différents soutiens était plus efficace sur une BdD élargie. Le principe selon lequel la BdD devait être comprise dans un rayon de 30 kilomètres sera donc modifié. À partir du modèle initialement prévu, des bases de défense plus vastes seront constituées. Comme elles

engloberont plus de formations, elles offriront davantage de possibilités de mise en commun du soutien.

La totalité des bases de défense sera déployée en 2011. Cette accélération du calendrier (défini initialement sur quatre ans) s'explique par le constat que le personnel s'est bien adapté à ce nouveau modèle d'organisation et aussi par la volonté de l'état-major des armées d'écourter la période de transition entre l'ancien et le nouveau dispositif.

L'expérimentation a permis de réfléchir à une organisation plus fluide du comman-

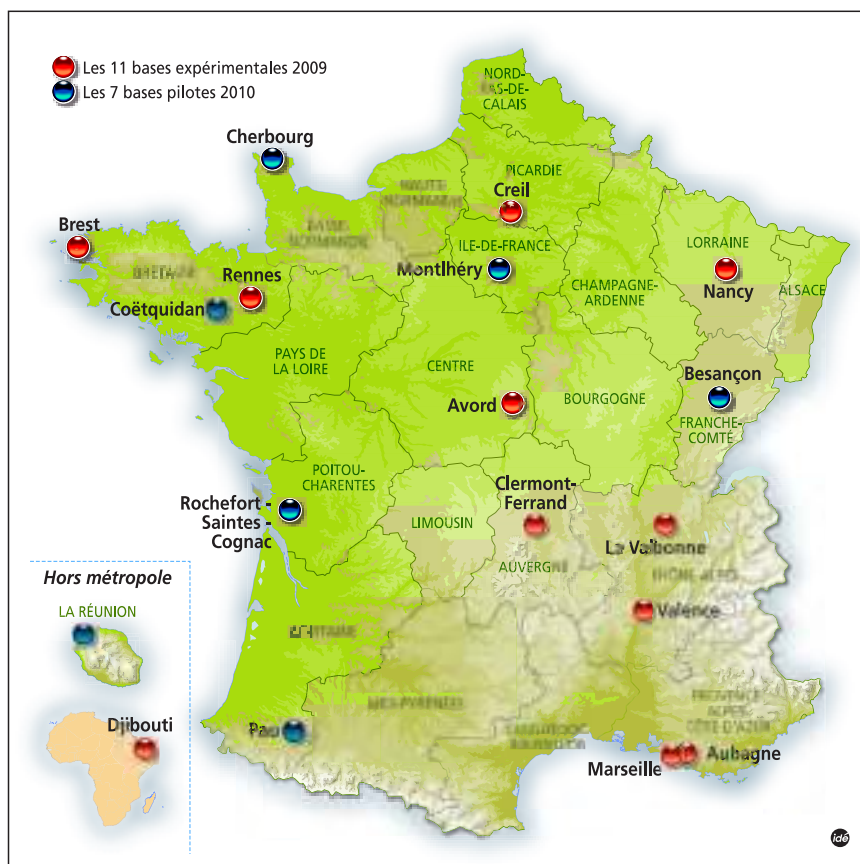
après

dement. Aussi, Lyon et Rennes ont été choisis pour tester la pertinence d'un échelon interarmées du soutien (COMIAS), au niveau central, et les bases de défense, au niveau local. Le choix de l'organisation à privilégier se fera en juin 2010.

Depuis le mois de janvier dernier, le ministre de la Défense a exprimé son attachement au développement du rôle du personnel civil et à la place qu'il doit tenir au sein des BdD. Ces dix mois d'expérimentation ont permis de mûrir cette réflexion.

Bientôt des bases pilotes

Dès l'année prochaine, au sein des groupements de soutien des BdD (GSBdD), sera effectué un rééquilibrage en faveur du personnel civil pour les postes d'encadrement, dans l'administration, le soutien médical ou technique. Le personnel militaire sera prioritairement affecté à des postes où la fonction implique une projection en opérations. Ce sera aussi le cas au sein des GSBdD car une partie du soutien est susceptible d'être projetée. « Trois groupements de soutien des bases de Défense seront placés sous l'autorité de personnels civils. Au fur et à mesure que notre organisation se mettra en place, nous remplacerons autant que possible les postes militaires qui ne sont pas dédiés à l'opérationnel par des postes civils. Je vais



d'ailleurs lancer une grande négociation nationale avec les syndicats du ministère de la Défense sur ce sujet et sur la mobilité interne du personnel civil de la Défense », a annoncé Hervé Morin.

Enfin, la mise en commun des services nécessite d'harmoniser les procédures et d'unifier les systèmes d'information et de communication (SIC), notamment dans le domaine des ressources humaines. L'expérimentation a montré que les écarts

de fonctionnement entre les armées et les différents services de la Défense constituent un frein. Cela confirme la nécessité d'accélérer la convergence des procédures et des systèmes.

Dans le prolongement des bases de défense expérimentales, et suite à ce premier retour d'expérience, sept BdD (Coëtquidan, Cherbourg, Montlhéry, Besançon, Pau, Rochefort-Saintes-Cognac et La Réunion) dites « pilotes » verront le jour au 1^{er} janvier prochain.

L'année prochaine, deux autres retours d'expérience compléteront les enseignements recueillis pendant cette première phase. L'un aura lieu en février et portera les conclusions d'un exercice budgétaire complet ; l'autre interviendra en juin et définira le modèle final des BdD. Le déploiement total pourra ainsi débuter au 1^{er} janvier 2011.

« Le mouvement est compris par le personnel. C'est une réorganisation que tout le monde approuve et pense nécessaire », a souligné le ministre. ■

Anne-Lise Llouquet

La Mission pour la coordination de la réforme

La Mission pour la coordination de la réforme (MCR), dirigée par le général de corps d'armée Cambournac, a organisé un séminaire le 9 octobre dernier.

Ce séminaire était dédié aux pilotes des 37 projets de la réforme (dont les bases de défense font partie), aux commandants des bases de défense et à l'ensemble des acteurs de la réforme. Il a permis de dresser un bilan de l'an 1 et de fixer les objectifs de l'année à venir. Mise en place auprès du ministre de la Défense, la MCR est chargée d'assurer l'animation et la coordination d'ensemble pour les projets relevant de la réorganisation du ministère. « Cette réforme est faisable et n'a pas de vice caché. Nous n'allons pas faire mieux avec moins, mais nous allons faire autrement », a déclaré le général Cambournac en introduction du séminaire.



32,15 milliards d'euros pour la Défense en 2010

Conforme à la loi de programmation militaire 2009-2014, le budget 2010 de la Défense favorise, cette année encore, l'équipement des forces et l'amélioration de la condition militaire.

Aucune surprise : c'est en ces termes que le ministre de la Défense a commenté pour la presse, le 30 septembre, le budget de la mission « Défense » du projet de loi de finances pour 2010, présenté le jour même en Conseil des ministres. Un budget qui n'est que « l'exécution millimétrique de la loi de programmation militaire [2009-2014, ndr] et [qui est] conforme à la réorganisation du ministère de la Défense au profit des équipements et de l'amélioration de la condi-

tion du personnel », a ajouté Hervé Morin. Il s'élève à 32,15 milliards d'euros (hors pensions), dont 17,02 milliards dédiés à l'équipement des forces.

Même si elles sont supérieures de près de 2 milliards d'euros (+ 6 %) par rapport à 2008, « les ressources de la Défense s'établiront en 2010 à un niveau moindre qu'en 2009 », souligne le projet de loi de finances (PLF). Pour l'année 2009, la loi de programmation militaire (LPM) prévoyait en effet un budget plus important dû en

grande partie à un pic de besoins en équipements. Ce qui n'a pas empêché le ministre de qualifier 2010 de « grosse année de livraison », avec, entre autres, « plus de 5 000 équipements de fantassin Félin, 7 hélicoptères de combat Tigre, ainsi que les premiers hélicoptères NH 90 version marine. » De plus, après 985 millions d'euros investis en 2009, le PLF prévoit 770 millions, l'an prochain, pour soutenir le plan de relance de l'économie. Le total de ces deux années, plus de 1,7 milliard d'euros, est affecté à des contrats portant majoritairement sur des acquisitions de matériel.

L'autre grande orientation de ce budget porte sur l'amélioration de la condition du personnel. « En 2010, cet engagement



THIERRY LABAILLE / SIRPA AIR

affirmé (...) se matérialise par une dotation sensiblement supérieure aux années précédentes (89 millions d'euros en 2009), qui s'élèvera à plus de 114 millions d'euros (hors accompagnement des restructurations), précise le document. La revalorisation (...) était consacrée aux militaires du rang et aux jeunes sergents en 2008, puis principalement aux sous-officiers et officiers subalternes en 2009. » En 2010, l'ensemble des sous-officiers et trois quarts des officiers seront concernés. « Là non plus, aucune surprise, selon le ministre. Nous mettons en œuvre les recommandations du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire publiées en 2007. »

Quant aux opérations extérieures, « leur

budget pour l'année 2010 est de 800 millions d'euros assumés par l'État hors budget du ministère de la Défense », a expliqué Hervé Morin. « L'engagement en Afghanistan représente 50 % de cette dépense à lui tout seul. » Au total, 9840 hommes (dont 370 gendarmes) sont engagés* en opérations extérieures à titre national et international. Enfin, le secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants (SEDAC) poursuivra, de son côté, la revalorisation de la retraite du combattant. Son budget prévoit, à compter du 1^{er} juillet 2010, le passage de l'indice de la retraite du combattant de 41 à 43 points. ■

Julien Fouineau

* Source : EMA-CPCO.

Le projet de loi de finances

Un projet de loi de finances est la somme des budgets présentés par tous les ministères. Il va maintenant être rendu public et transmis aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. Voté par les deux chambres du Parlement, un projet de loi de finances devient une loi de finances initiale (LFI). Pour le ministère de la Défense et pour le secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, le document est disponible à l'adresse suivante : <http://www.defense.gouv.fr>. Cliquez sur l'onglet Politique de défense, puis Budget de la Défense.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LE TERRAIN DES RESTRUCTURATIONS.

Le chef de l'État a visité le 1^{er} Régiment du matériel (1^{er} RMAT) de Woippy, dans la banlieue de Metz. Accompagné notamment du ministre de la Défense, Hervé Morin, Nicolas Sarkozy a présidé une table ronde sur le thème des restructurations territoriales de la Défense pour faire un bilan d'étape de leur mise en œuvre dans la région Lorraine, une des zones les plus touchées par la nouvelle carte militaire, publiée en juillet 2008.

LA DÉFENSE SE DOTE D'UN INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE.

Créé à l'initiative du ministère de la Défense, l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM) a été inauguré le mois dernier sur le site de l'École militaire, à Paris. Né de la fusion du Centre des sciences sociales de la Défense (C2SD), du Centre des hautes études de l'armement (CHEAr), du Centre d'études historiques de la défense (CEHD) et du Centre d'études et de recherche de l'école militaire (CEREM), l'IRSEM va produire et publier des études de défense à dimension pluridisciplinaire et internationale.

PLAN DE RELANCE : NOUVELLES COMMANDES DE LA DÉFENSE.

Hervé Morin a annoncé plusieurs commandes de matériel, depuis septembre, pour un total de 116 millions d'euros. La Direction générale de l'armement (DGA) a en effet notifié des marchés concernant la modernisation de deux centres de simulation Rafale (pour 63 millions d'euros), la commande d'affûts-canon de 20 mm pour hélicoptères (22 millions) ainsi que le lancement d'études d'un nouveau pod de désignation-laser (31 millions). Le projet de loi de finances pour 2010 prévoit d'investir 770 millions d'euros dans ce plan de relance.



Une statue de Lénine descendue de son socle, à Bucarest, en 1990. La fin sanglante du régime Ceausescu en Roumanie donne le signal de l'effondrement des régimes communistes en Europe.

ANDRÉ DURAND / AFP

L'Europe, vingt ans après la chute du mur

Symbole de la guerre froide et de la division du Vieux Continent après la seconde guerre mondiale, le mur de Berlin tombait en novembre en 1989. Thierry Garcin, docteur en science politique, rappelle les bouleversements survenus depuis et qui ont déplacé le centre de gravité de l'Europe.

C'est à juste raison qu'on parle de bouleversements internationaux à propos des événements qui se sont produits de 1989 à 1991. En effet, il s'est agi d'une rupture complète du système des relations internationales, que la chute du mur de Berlin a symbolisée. Jusque-là, les rapports Est-Ouest étaient régulés par la division en quatre secteurs d'occupation de Berlin, par les zones d'occupation en Allemagne de 1945 à 1954, la création des deux Allemagnes en 1949, l'antagonisme américano-soviétique et par l'édification du mur de Berlin en 1961. L'Alliance atlantique depuis 1949, le Pacte de Varsovie depuis 1955 et la menace nucléaire conjuguée (les États-Unis étaient « nucléaires » depuis 1945, l'URSS depuis 1949, avant le Royaume-Uni

en 1952 et la France en 1960) créaient une véritable architecture stratégique, même s'il fallut attendre 1988 pour que Moscou signât un document avec Washington reconnaissant qu'une « guerre nucléaire n'était pas gagnable ».

Dans les graves crises internationales qui avaient secoué durablement le camp occidental et le bloc de l'Est (notamment celle dite des missiles de Cuba, en 1962, missiles atomiques que les Soviétiques avaient installés face à la Floride), les rapports Est-Ouest dictaient la règle du jeu, y compris souvent dans des conflits lointains mais sanglants et durables : guerre de Corée (1) au début des années 50, du Vietnam (2) dans les années 60 et 70...

Ce n'est qu'à la fin des années 70 et dans les années 80, alors même que l'Union

soviétique est à l'apogée de sa puissance, que surviendront de puissantes guerres régionales relativement déconnectées de la dialectique Est-Ouest : ainsi du génocide des Khmers rouges au Cambodge (3), de la guerre Irak-Iran, de 1980 à 1988 (4), des conflits de la Corne de l'Afrique (5), des guerres d'Amérique centrale (Salvador, Nicaragua) (6), sans parler de la poursuite des affrontements, non seulement israélo-palestiniens, mais aussi israélo-arabes (guerre israélienne du Liban en 1982) (7). Auparavant, Américains et Soviétiques instrumentalisaient les conflits périphériques, ou bien ils s'en désintéressaient (guerres civiles au Pérou et au Sri Lanka...). C'est dans ce contexte que survinrent les bouleversements internationaux. Des signes avant-coureurs avaient été, sur le

moment, largement perçus. L'Union soviétique souhaitait se réformer à l'intérieur de son cadre : le « jeune » Mikhaïl Gorbatchev, nommé secrétaire général en mars 1985, voulait créer officiellement une rupture. Il ne s'agissait rien moins que de « réformer le communisme » par des transformations économiques hardies (Perestroïka, annoncée dès 1987), dans un système qui ne s'y prêtait pas. Mais, comme l'avait noté Alexis de Tocqueville plus de cent cinquante ans auparavant, quand on réforme trop tard un système clos, c'est trop tard. Car on s'oppose aux conservateurs (que l'on provoque) et aux réformateurs (qui veulent réformer beaucoup plus vite). D'ailleurs, dès 1988, Gorbatchev dut imposer dans la confusion des réformes politiques qui feraient chavirer le navire. Car la coque de ce dernier craquait depuis longtemps, même si l'URSS avait poussé sur le plan international des avantages douteux mais importants : Vietnam, Corne de l'Afrique, Afghanistan, etc.

Pour les deux Allemagnes, c'est l'année 1987 qui est prémonitoire. Les figures de Luther, de Frédéric II et de Bismarck sont célébrées, tandis que le 750^e anniversaire de Berlin est magnifié. Cinq (sur quelque seize) millions d'Allemands de l'Est viennent rendre visite à leurs familles de l'autre côté du Rideau de fer. Le président Reagan apostrophe Gorbatchev devant le mur de Berlin : « Abattez ce mur ! » Les partis socialiste, de l'Ouest, et communiste, de l'Est, signent un document commun sur... la défense. À Bonn, ce sont des honneurs militaires qui sont rendus au chef de l'État est-allemand !

La question de l'unification des deux Allemagnes

Après cette année charnière, les événements ne tardent pas à se produire en cascade, au point qu'on a pu parler à chaud d'« accélération de l'histoire ». D'ailleurs, à Mayence, en mai 1989, dans un discours prophétique, le président Bush père déclara en substance que l'unification de l'Allemagne était près d'aboutir et qu'elle deviendrait le pivot du transatlantisme (*partnership* dans le *leadership*), ce qui irrita fortement le Premier ministre britannique et le président français François Mitterrand. Une nouvelle ère s'ouvrait, radicalement différente.

Il ne fallut pas moins de trois ans, de novembre 1989 à janvier 1993, pour que la donne géopolitique du continent européen soit totalement transformée. Le mur fut ouvert le 9 novembre 1989, sur décision (obligée) des autorités est-allemandes, ce que personne n'avait prévu, même si, dès septembre, des spécialistes avaient annoncé l'unification inéluctable des deux Allemagnes. Dans la foulée, la fin sanglante du régime Ceausescu en Roumanie donne le signal de l'effondrement des régimes communistes, finalement « en bon ordre » (on déplore peu de violences). Au moment de l'unification allemande, le bloc de l'Est n'est plus. Il ne faut d'ailleurs pas parler de « réunification », car les deux Allemagnes du 3 octobre 1990 s'unissent dans des frontières que le pays n'a jamais connues autrefois. En effet, RFA et RDA fusionnent à partir du territoire allemand tel qu'il subsistait

Déjà en 1987,
le président Ronald
Reagan apostrophe
Mikhaïl Gorbatchev
devant le mur de Berlin :
« Abattez ce mur ! »

le jour de la capitulation (8 mai 1945). Dès 1990, mais surtout à partir de 1991, même la Yougoslavie, régime communiste pourtant situé du « bon » côté du Rideau de fer en raison du divorce Tito-Staline en 1948, entre dans une série de guerres fratricides et meurtrières qui dureront jusqu'à la fin de la décennie. C'est la première fois qu'une guerre se produit sur le sol européen depuis la fin de la guerre civile en Grèce, en 1949. Pour l'Europe « occidentale » de l'époque, la préoccupation majeure reste l'unification de l'Allemagne. Car, compte tenu de la géographie, de l'histoire, de la puissance de l'économie allemande, comment encadrer et contrôler ce nouvel État, sinon en le plaçant dans une boîte fédérale qui n'existe pas, mais que va aussitôt créer le traité de Maastricht, vite adopté (1991), signé (1992), entré en vigueur (1993) ? Cela s'appellera l'Union européenne (UE).

Après l'auto-dissolution du Pacte de Varsovie, induite par les événements, la fin de l'Union soviétique, en décembre 1991, marque la fin de cette période de bouleversements internationaux. Mais de nouvelles et graves incertitudes sur l'avenir du continent apparaissent. En vingt-sept mois, d'octobre 1990 à janvier 1993, à partir de cinq pays, on créa 24 nouveaux États. Sur l'ensemble du continent, un tiers des frontières sont nouvelles, avec l'éclatement de la Yougoslavie par la guerre, de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie par la négociation.

On notera que l'occupation puis l'annexion du Koweït par l'Irak – qui donnent lieu à la première guerre d'Irak, en 1991 – constituent un dernier bouleversement international non régi par les rapports Est-Ouest : pour la première fois depuis 1945, un membre de l'Onu disparaissait en son entier.

Des États solidaires à minima

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, le paysage géopolitique européen et l'ensemble des relations internationales sont profondément différents.

• **L'Europe**, d'abord. Le projet d'une Europe étatique, fédérale et unie s'est éloigné pour différentes raisons. L'approfondissement des institutions a connu des soubresauts importants (traité de Maastricht en 1992, d'Amsterdam en 1997, de Nice en 2000, puis Convention sur l'avenir de l'Europe en 2002-2003, échec du projet de constitution en 2005, traité de Lisbonne proposé en 2007). Les élargissements prudents de 1995, puis ceux, nombreux et mal gérés, de 2004 et de 2007 ont fait passer l'Europe de 12 à 27, rendant d'une rare complexité les processus de décision et affaiblissant la dynamique initiale des pays fondateurs les plus importants. De surcroît, on assiste depuis une vingtaine d'années à une exaltation fréquente du fait minoritaire ou indépendantiste (Kosovo, 2008), qui fait craindre de nouvelles fragmentations. Enfin, les grands dossiers internationaux de la décennie 2000 (« guerre contre le terrorisme », guerre d'Irak, nouveaux États dans les Balkans, projet d'installations antimissiles américaines en Pologne et en République tchèque abandonné en septembre 2009, programme iranien de nucléaire militaire...) et la survenue brutale de la crise financière américaine en 2007 (provoquant rapide-



JÉRÔME DELAY / AFP

George Bush et Mikhaïl Gorbatchev scellent la fin officielle de la guerre froide le 3 décembre 1989. Le secrétaire général de l'Union soviétique a voulu réformer le communisme par des transformations économiques hardies.

ment une récession mondiale) ont montré que les pays européens, ou n'étaient solidaires qu'à minima, ou étaient divisés. Le processus communautaire n'est donc pas linéaire. Il faut : ne pas heurter les petits pays, mais éviter la dispersion ; renforcer le noyau des grands pays, mais éviter le directoire ; promouvoir l'esprit communautaire, mais éviter le jeu des coalitions, arithmétiquement plus aisé à cause des élargissements ; élargir encore l'Europe (on voit comment la Turquie soulève une question de fond), mais ne pas conforter des sphères d'influence (l'Allemagne en Europe centrale) et ne pas transformer le continent en une zone de libre-échange.

L'Europe communautaire, un chantier inachevé

• **Les trois pourtours de l'Europe**, ensuite. L'Union européenne a deux périphéries vitales et une essentielle à terme.

1. La Russie. L'UE ne peut continuer à raisonner et à décider comme si elle était le cœur du continent. La relation avec la Russie est d'autant plus importante que Moscou a des raisons de redouter les coups de bélier américains (installations antimissiles en Pologne et en Tchécoslovaquie, élargissement de l'Alliance atlantique à ses frontières) et qu'elle dispose

de moyens de rétorsion ou de déstabilisation (approvisionnement en hydrocarbures, dossier géorgien). L'UE a donc besoin d'une Russie stable politiquement et forte économiquement. Elle développe une utile « politique de voisinage » et cherche à consolider son rapport à Moscou (nouveau partenariat).

2. La Méditerranée. Le projet d'Union méditerranéenne, rebaptisé Processus de Barcelone-Union pour la Méditerranée et revu à la baisse, a eu le grand mérite de réactiver les convergences et les coopérations entre pays des deux rives, bien que l'Allemagne et ses partenaires soient peu demandeurs et que le dossier israélo-palestinien soit la limite évidente d'une certaine mutualisation des intérêts dans le bassin.

3. L'Arctique. De nouveaux rapports de force intéresseront tous les Européens : droit international sur les éventuelles routes maritimes, ressources en hydrocarbures et minérales, ressources halieutiques, coopération militaire, impératifs stratégiques... L'Arctique doit désormais être considéré par les Européens comme un véritable flanc du continent **(8)**.

• **Les États-Unis**, enfin. Si les années 90 ont été caractérisées par la relative faiblesse

de l'administration Clinton (il prend ses fonctions en 1993) et par les errements de l'exécutif Eltsine en Russie, l'unique superpuissance va s'engager fermement, tout au long des années 2000, dans un unilatéralisme, voire un isolationnisme, à la fois dangereux et contreproductif. D'autant qu'on ne cesse de déplorer un déficit de l'autorité des Nations unies. Des attentats du 11 septembre 2001 et surtout du projet de guerre en Irak (2002), les Européens ne sortent que plus divisés, même si l'Alliance atlantique s'est rapidement élargie (28 membres en 2009) et si la France a réintégré cette année le Commandement militaire de l'Otan. Certes, depuis la chute du mur de Berlin, les Américains ont conduit deux vastes guerres avec l'accord de l'Onu (guerre du Golfe en 1991 et d'Afghanistan en 2001). Mais, ils en ont mené deux autres sans son accord (contre la Serbie, avec l'Otan, 1999 ; guerre d'Irak 2003). Et la pratique de l'ingérence, autorisée, voire encouragée par l'Onu, n'a fait qu'ajouter à la complexité et à l'injustice de l'ordre juridique international.

C'est à la fin de cette rude période que la nouvelle administration Obama marque une incontestable césure, heureuse pour les Européens : retour à plus de multila-



JAN VAN DE VEL / EC


Le président russe Vladimir Poutine et le secrétaire général du Conseil de l'Union européenne, Javier Solana, en 2003. En arrière-plan, Romano Prodi, président de la Commission européenne. L'UE a besoin d'une Russie stable politiquement et forte économiquement.

téralisme (droit international, réchauffement de la planète, contrôle des armements...), même si le président américain se devra de défendre en priorité les intérêts nationaux et s'il doit d'abord s'atteler à la gestion de la récession mondiale, née sur son territoire. Et ses quatre dossiers majeurs de politique étrangère intéressent peu ou prou (jusqu'à une coopération militaire sur le terrain) les Européens : le retrait d'Irak d'ici à 2011 ; la

stabilisation militaire en Afghanistan-Pakistan ; la question nucléaire iranienne ; le conflit israélo-palestinien. Vingt ans après la chute du mur de Berlin, l'Europe communautaire (l'une des plus belles réalisations depuis la fin de la seconde guerre mondiale) reste un chantier : l'ampleur et le renouvellement des défis devraient inciter à la modestie et à ne pas postuler la solution avant de poser le problème. Car, le choix ne se

réduit sans doute pas entre le fédéralisme (un État unique) et l'isolement (l'Europe seule). ■

Thierry Garcin

 *Thierry Garcin est maître de conférences à HEC, ancien directeur de séminaire au CID et ancien auditeur à l'IHEDN, producteur délégué à Radio-France, auteur de Les Grandes*

Questions Internationales depuis la chute du mur de Berlin, éd. Économica, 2^e édition, 2009.

Événements et références historiques (les numéros renvoient à ceux du texte)

1 Après l'agression du Nord communiste contre le Sud pro-occidental, se déroule une guerre à la fois civile et internationale (à laquelle participent les Soviétiques et la Chine au profit du Nord) qui fit peut-être un million et demi de morts de 1950 à 1953. La contre-attaque américaine de 1950, dans une coalition permise par les Nations unies à laquelle participa la France, n'évita pas, au bout de trois ans, la division de la Corée... jusqu'à aujourd'hui.

2 La guerre du Vietnam enflamma les opinions publiques mondiales en pleine guerre froide et représenta un enjeu indirect mais considérable de l'affrontement Est-Ouest, surtout américano-soviétique. Elle fut longue (renforcement militaire américain dès 1961, fin du conflit en 1973) et particulièrement sanglante (pour les États-Unis, 60 000 morts ; pour les Vietnamiens, on cite généralement des millions au Nord, 700 000 au Sud).

3 Les Khmers rouges (régime de Pol Pot) perpétrèrent un génocide contre leur propre peuple (un million et demi ou deux millions de morts) entre 1975 et 1978, avant que le Cambodge ne soit occupé par le Vietnam durant une dizaine d'années.

4 Au lendemain de l'avènement de la République islamique en Iran (1979), Saddam Hussein, leader de l'Irak, pays majoritairement chiite, attaque l'Iran, également chiite, en septembre 1980. La guerre (on parle de 450 000 morts) ne se terminera en 1988 que par un cessez-le-feu.

5 La Corne de l'Afrique (Éthiopie, Somalie, Kenya du Nord, Soudan du Sud, Djibouti indépendante en 1987, Érythrée indépendante en 1993) constitue une zone particulièrement et durablement conflictuelle : revendications de territoires, rivalités ethniques, massacres répétés, famines, guerre civile, guerre internationale, etc. Depuis vingt ans, la Somalie est de fait divisée

en trois morceaux autonomes, symbole d'une balkanisation rampante de la région.

6 L'Amérique centrale a été, dans les années 80 un théâtre par procuration de la rivalité américano-soviétique : affrontements civils au Guatemala, guerre civile au Salvador, conflit du Nicaragua entre sandinistes au pouvoir et anti-sandinistes appuyés par les Contras pro-américains.

7 Pour tenter de déloger les Palestiniens de l'OLP du Liban, Israël envahit le territoire jusqu'à Beyrouth en 1982. C'est la France qui délivrera du Nord du Liban l'état-major de l'OLP, fin 1983.

8 Du même auteur, « Le Grand Nord, nouvel espace géopolitique », Défense nationale et sécurité collective, novembre 2006 ; « L'Arctique revisité », *ibid.*, février 2008 ; « Les enjeux géopolitiques des pôles » *ibid.*, août-septembre 2009.

À Bama



ko, une école high-tech pour soldats de la paix

Installée dans ses nouveaux locaux depuis deux ans, au Mali, elle forme les militaires, policiers et civils africains agissant sous mandats internationaux. Visite de l'unique école bilingue – français anglais – à instruire des forces africaines au maintien de la paix.

DE MAINTIEN
LA PAIX
BLONDIN BEYE

À Bamako, les taxis connaissent bien l'imposante ambassade américaine aux fenêtres fumées, dans le quartier des affaires ACI 2000. Mais la plupart ne connaissent pas le bâtiment voisin, tout aussi moderne, de l'École de maintien de la paix (EMP), où se joue en partie le futur du continent en matière de sécurité. En ce mois de juillet, le colonel Philippe Bouillaud est, pour quelques jours

encore, directeur des études de l'école (1). « L'EMP de Bamako fait partie des 15 Écoles nationales à vocation régionale (ENVR) présentes en Afrique, explique le colonel. Ces structures [voir encadré] forment des militaires, des policiers et des civils africains aux différents niveaux de responsabilité d'une opération de maintien de la paix menée par les Nations unies, l'Union africaine ou tout autre organisation internationale. » Bamako assure la formation au niveau tactique, celui des hommes sur le terrain, tandis que les niveaux stratégique et opératif sont enseignés respectivement au National Defence College d'Abuja (Nigéria) et au Kofi Annan International Peace Keeping Training Center d'Accra (Ghana). Les pays contributeurs de l'EMP (voir encadré) affectent des coopérants militaires et civils aux cinq directions de l'école – stages, doctrine, entraînement, instruction et administration – ou comme instructeurs. 60 % des places sont réservées aux stagiaires de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, le reste étant dévolu aux autres pays africains. En 2008, 27 stages ont été organisés pour former 833 policiers, militaires et civils de 37 pays. Souleymane Y. Sidibé, général de brigade de gen-

À l'école de Bamako sont formés les futurs observateurs militaires, les officiers d'état-major et les policiers des Nations unies.

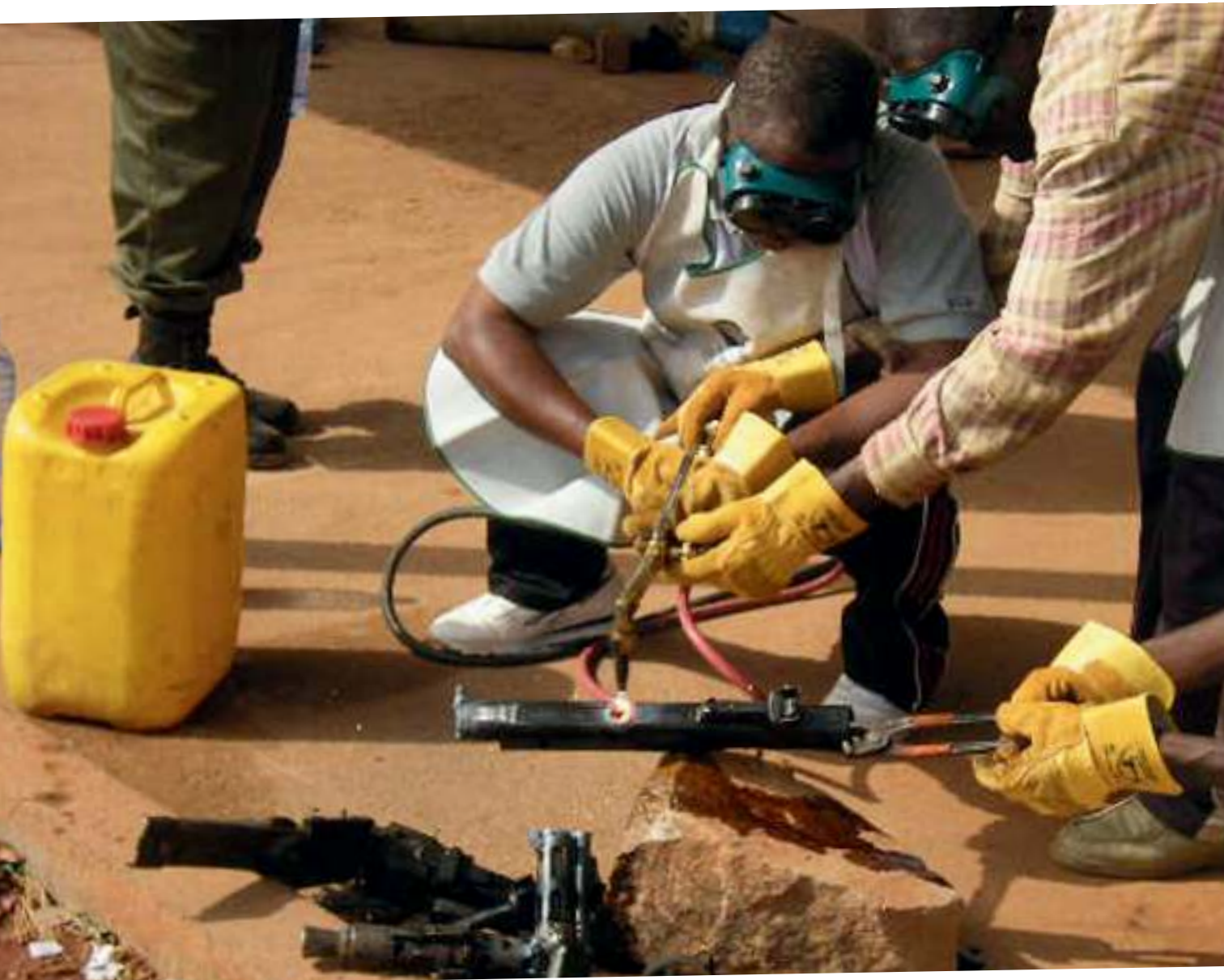
darmerie, arrive tous les matins vers 8 heures. Ce militaire, atypique en raison d'une carrière de diplomate bien remplie, est le directeur de l'école. « Nous sommes heureux que la France ait appuyé le choix du Mali pour sa réouverture [voir encadré], se réjouit l'officier général. D'un projet franco-malien, nous sommes passés à un projet multinational. La France a incité, avec succès, ses partenaires européens à entrer dans le projet et pousse à africaniser l'EMP pour qu'elle revienne totalement aux Africains. » Sa fierté, c'est le bilinguisme : « Nous sommes la seule

Destruction d'armes (ci-dessous) et palabres avec la « population » (à droite) au cours d'un exercice de désarmement, démobilisation, réintégration (DDR).

école de ce type à enseigner en français et en anglais. »

Outre des salles de cours et des bureaux, le complexe Alioune Blondin Beye (du nom d'un ancien diplomate malien) comprend une cafétéria, des salles Internet, plusieurs dizaines de chambres pour accueillir les stagiaires, ainsi qu'un auditorium à faire pâlir bien des universités européennes. Là sont formés les futurs observateurs militaires, les officiers d'état-major et les policiers des Nations unies. Des modules sur la coopération civilo-militaire (CIMIC) et la logistique sont également organisés.

En ce mois de juillet, le rez-de-chaussée du bâtiment central est une vraie ruche. Deux stages ont lieu, sur le processus de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et sur les fonctions de police onusienne. Makan Keïta, instructeur de secourisme, note sur un tableau





JULIEN FOUINEAU / DICOD



EMP BAMAKO



des symptômes de traumatismes. « La plupart des stagiaires ne connaissent pas ces gestes de premiers soins. Ils n'ont pas appris, faute de moyens dans leur pays. Dans une opération de maintien de la paix, qu'ils soient observateurs militaires ou policiers, ils en auront besoin. »

De la théorie à la pratique, le passage n'est pas toujours facile. Loin du confort de l'école, le stage se poursuit par un exercice de DDR en plein champ, à Sebemikoro, à une dizaine de kilomètres de Bamako. Un faux rebelle pénètre dans la tente. La négociation commence pour qu'il dépose ses armes. « *Moi, je veux des chameaux, beaucoup de chameaux !* » Le commandant Konteh ne s'attendait pas à pareille réponse. L'officier sierra-léonais lui demande ce qu'il compte faire après les avoir rendues. « *Je m'en fous ! Pour l'instant, je veux des chameaux.* » Dans un coin de la tente, le capitaine ougandais Christopher Bamanya ne peut s'empêcher de rire. « *Il est dur en affaires. Nous avons négocié avec lui tout à l'heure, dans un autre exercice. Bon acteur, en plus !* »

Pour le commandant Mamadou Kane, capitaine de frégate de la marine sénégalaise et instructeur permanent, il est primordial que les stagiaires apprennent à bien se comporter dans un pays qu'ils ne connaissent pas. « *Nous demandons aux habitants et à des militaires maliens de se prêter au jeu en faisant les rebelles, explique le commandant. De la relation aux médias à la mise en place du camp en passant par l'enregistrement des armes, le "profilage" des rebelles ou les visites médicales, nos stagiaires mettent en pratique ce qu'ils ont appris en cours sur le processus DDR.* »

À la fin de leurs deux semaines, les stagiaires reçoivent leur diplôme et les instructeurs temporaires le leur. « *Nous essayons d'obtenir une labellisation de nos enseignements au niveau de la direction des opérations de maintien de la paix de l'Onu, prévoit le général Souleymane Sidibé. Nous voulons être une référence pour la formation des Africains qui seront envoyés sur une mission de maintien de la paix.* »

Julien Fouineau

1. Le colonel Rémi Hocquemiller lui a succédé.

L'EMP en quelques dates et chiffres

L'École de maintien de la paix (EMP) prépare les militaires, policiers et civils de la Force africaine en attente. En cours de constitution, cette force sera formée de brigades de 5000 hommes dans chaque sous-région de l'Union africaine : Afrique de l'Est, de l'Ouest, Centrale, du Nord et Australe. Elle prépare également les Africains à évoluer sous d'autres mandats comme ceux des Nations unies. L'EMP a été créée en Côte d'Ivoire en 1999, avec l'aide de la France, et a fermé en 2002 en raison de la crise que ce pays a traversée. Re-ouverte en 2003 à Koulikouro, au Mali, elle a

déménagé à Bamako en mars 2007. La France a soutenu ce projet depuis sa création en finançant la construction de l'école à hauteur de 2,65 millions d'euros, sur un coût total de 8 millions. Son budget annuel est de 1,5 million d'euros. Onze contributeurs (France, Mali, Pays-Bas, Canada, Allemagne, Suisse, Royaume-Uni, Danemark, États-Unis, Argentine et Japon) soutiennent son fonctionnement et la financent. Elle est certifiée centre d'excellence de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest.

La France, qui vient de céder le commandement de la Région de commandement Kaboul à la Turquie, réarticule son dispositif. Explications du général Druart.

Afghanistan : la réorganisation du dispositif français



SÉBASTIEN LAFARGUE / ECPAD

Pourquoi réarticuler le dispositif français ?

Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, le dispositif actuel est le résultat des aménagements successifs opérés durant huit ans de présence internationale sur ce théâtre. Il fallait le repenser pour lui donner une meilleure cohérence. Ensuite la responsabilité de la sécurité au sein de la zone du commandement régional « capitale » a été transférée, depuis le début de cette année, aux forces de sécurité afghanes, à l'exception de la province de Surobi, encore trop instable. De ce fait, nous n'intervenons plus qu'en soutien de l'armée nationale (ANA) et de la police afghanes. L'état-major des armées a considéré que notre action serait plus utile dans les zones qui restent à stabiliser. Enfin, selon les règles du commandement tournant au sein du Regional Command-Capital (RC-C), la France passera la main à la Turquie à compter du 1^{er} novembre. Toutes les conditions sont donc réunies pour entamer notre redéploiement dans le RC-Est dans de bonnes conditions dès le

Le général Druart, commandant la TF Lafayette et les éléments français de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (Fias).

1^{er} novembre. De même, les Italiens quitteront le RC-C à cette date, préférant concentrer leurs moyens en RC-Ouest.

Qu'implique ce redéploiement en termes de moyens et d'effectifs ?

Les implications sont minimales, hormis les capacités dont est doté l'état-major de la Task Force (TF) dans les domaines du renseignement (capacité ISTAR) et des fonctions d'environnement (ACM, IO) qui offrent ainsi toute la palette des effets pouvant être combinés sur le terrain. Cet effort considérable traduit bien la volonté de mener des opérations de contre-rébellion en usant de toutes les formes d'actions. En dehors de cette plus-value capacitaire, il s'agit avant tout d'optimiser les ressources déployées sur place. Les vrais changements concernent essentiellement notre organisation et notre implantation.

Le cœur de notre dispositif opérationnel s'articulera désormais autour d'une Task Force de niveau brigade dont le commandement sera localisé à Nijrab, en Kapisa, et placé *de facto* sous le commandement du général américain commandant le RC Est. Cette Task Force, baptisée La Fayette, compte, en plus de son état-major et de ses éléments organiques, le GTIA Kapisa dont le PC sera prochainement transféré vers Tagab, le GTIA Surobi qui sera progressivement regroupé en Surobi, après relève de ses unités encore en place à Kaboul et le bataillon Helico qui reste sur l'aéroport de Kaboul (Kaia). Dans le même temps, les Operational Mentoring And Liaison Team (OMLT) employés au profit de la 1^{re} brigade du 201^e corps de l'armée afghane ont quitté le Wardak et le Lowgar et rejoint la 3^e brigade basée en Kapisa et en Surobi. L'essentiel de nos unités se retrouvent donc dans la même zone de responsabilité.

Enfin, la gendarmerie viendra compléter cette cohérence géographique par le déploiement de

quatre Police OMLT (POMLT), Resteront à Kaboul, la chaîne nationale, le Bataillon de commandement et de soutien (BCS), les insérés au sein des états-majors de la Fias et les militaires affectés à la mission Epidote (formation d'officiers de IANA) et à la Commando School (formation des forces spéciales ANA).

Le passage sous commandement de la région Est va-t-il changer les objectifs de la présence française ?

Nos objectifs restent les mêmes : stabiliser notre zone de responsabilité et amener les forces de sécurité afghanes à prendre la responsabilité de la sécurité, comme nous l'avons réalisé dans la province de Kaboul. Si la question fait référence aux conséquences de la fin de notre responsabilité régionale, il faut alors savoir que la visibilité donnée par un commandement régional et notre présence à Kaboul sera très largement compensée par l'affichage national de notre redéploiement qui s'inscrira naturellement au sein du dispositif du RC-Est. Car quitter un commandement régional pour assurer un commandement de niveau brigade au sein du RC-Est ne bouleverse pas notre liberté d'action. La brigade française jouira d'une autonomie sur sa zone d'opération, d'autant que nous nous sommes préparés à cette nouvelle organisation. L'été dernier, une équipe française de planification était à l'état-major américain, à Bagram, en vue de notre arrivée en RC-Est. Début septembre, une douzaine d'officiers américains ont participé en France à un exercice de validation de l'état-major de la TF. Enfin, nous bénéficierons de capacités supplémentaires non négligeables, notamment en matière de renseignement et d'aéromobilité. En outre, la densification de notre dispositif en Kapisa et Surobi voisines nous fera gagner en efficacité opérationnelle. Nos moyens et personnels seront réunis sous un commandement unique, que j'exercerai. De plus, notre aire de responsabilité correspond à la zone de déploiement de la 3^e Brigade du 201^e corps de l'ANA, un facteur supplémentaire de cohérence opérationnelle.

Comment la réorganisation répondra-t-elle aux nécessités de la mission du député Mariani ?

Le député Thierry Mariani, qui poursuit la mission AFPAC (Représentant spécial du président de la République pour l'Afghanistan et le Pakistan) entamée par Pierre Lellouche, agit sous tutelle du ministère des Affaires étrangères pour suivre l'évolution de la situation en Afghanistan et de ses prolongements au Pakistan. Un conseiller développement a pris ses fonctions à l'ambassade de

« Nos objectifs restent les mêmes : stabiliser notre zone et amener les forces de sécurité afghanes à prendre la responsabilité de la sécurité. »

VOIR SUR LE NET



Le nouveau site Web de l'état-major des armées consacré à la réorganisation du dispositif français en Afghanistan :
www.defense.gouv.fr/documentaire_afghanistan

France à Kaboul, peu après l'élection présidentielle du 20 août. Pour nous, militaires, il s'agit de mettre en synergie toutes les actions de développement avec l'ensemble des effets que nous produisons sur le terrain. Les fonds fournis par la France pour des projets de développement iront en priorité aux régions de Kapisa et de la Surobi, donc sur les lieux de déploiement des forces françaises. Pour permettre cette intégration des effets, j'ai émis le souhait de disposer d'un conseiller développement, lui aussi issu de la mission AFPAC, qui soit en permanence détaché à l'état-major de la TF à Nijrab. Il serait mon relais en termes de développement et de gouvernance et mon élément de liaison avec l'ambassade. J'ai bon espoir que cette demande se concrétise très prochainement.

Comment cette démarche s'inscrit-elle dans l'appréciation de situation du général Mc Chrystal, le commandant de la Fias ?

L'appréciation du général Mc Chrystal recommande de protéger encore plus significativement la population, de mettre l'accent sur les projets de développement, d'améliorer la formation des forces de sécurité afghanes par l'instauration d'un partenariat commun et de contribuer à l'amélioration de la gouvernance. La démarche française, par sa cohérence, est donc pleinement en accord avec cette posture. Les Européens comme les Américains recherchent une approche plus globale du « problème afghan ». Se concentrer sur la population, plus que sur l'élimination de l'insurrection. Insister sur la gouvernance, plus que sur la coercition. Dans la future zone de la Task Force La Fayette, la PRT (équipe provinciale de reconstruction) américaine mise sous contrôle tactique de la TF, engage prioritairement des projets de construction d'infrastructures routières. Les Français développeront essentiellement des projets agricoles. Le bénéfice de ces démarches complémentaires, menées en coopération avec les ONG, sera rapidement visible. Les civils retrouveront du travail, donc des revenus et des conditions de vie meilleures. L'important est de savoir de quels projets les populations ont besoin, et où les mettre en œuvre en priorité. À cet égard, il est essentiel que cette dynamique intègre les autorités civiles et militaires afghanes. Car, pour les alliés comme pour le gouvernement afghan, l'objectif est bien de casser le lien, consenti ou contraint, entre la population et les insurgés. La Task Force La Fayette y contribuera mais c'est bien aux Afghans qu'il incombe d'y parvenir. ■

Propos recueillis par Cynthia Glock

Les Alpains se pré

au mandat hivernal



parent en Afghanistan



PHOTOS : CRISTOPHE FIARD / DICOD

La 27^e Brigade d'infanterie de montagne achève une préparation entamée depuis dix mois. C'est dans les Hautes-Alpes, dans un environnement proche du théâtre afghan, qu'ils perfectionnent leur savoir-faire grâce à l'expérience de leurs camarades rentrés de mission.

Un massif aride culminant à 2 400 m surplombant une vallée verdoyante et entouré de montagnes à perte de vue. L'endroit est idéal pour s'installer durablement et observer l'ennemi. C'est ici qu'une compagnie de chasseurs alpins appartenant à la 27^e Brigade d'infanterie de montagne (BIM) a implanté une base avancée qui peut ressembler à celle qu'ils tiendront à Nijrab, dans la province de Kapisa, en Afghanistan, dans quelques semaines. Pour le moment, ici, dans les Hautes-Alpes, près de Briançon, ils participent à l'exercice qui clôt une formation entamée depuis décembre 2008 et qui doit valider leur préparation opérationnelle, Jalalabad 2. Pour la deuxième année consécutive, l'état-major de la 27^e BIM organise un exercice au profit de ses unités. Jalalabad constitue le point d'orgue d'un entraînement intensif de plusieurs mois. Il rapproche en outre des unités (artillerie, infanterie, cavalerie, génie) qui se trouveront devant la nécessité de tra-

À gauche :
poste de tir
des missiles
Milan.

À droite :
Rencontre entre
les forces
de la coalition
et le chef d'un
village afghan
reconstitué pour
l'entraînement.

vailer ensemble. Le moment venu, elles pourront ainsi mieux se connaître et coordonner leurs actions. « Ce dernier exercice permet de rôder le travail collectif en se posant les dernières bonnes questions directement reliées avec la situation sur le terrain », résume le colonel Vincent

Pons, qui commandera le GTIA (groupement tactique interarmes) Kapisa de novembre 2009 à mai 2010.

Pendant une semaine, en septembre, les unités de la 27^e BIM (voir encadré) ont ainsi mené des missions interarmes, de jour comme de nuit. Mais – nouveauté, cette année –, pour parfaire leur entraînement, ils ont pu bénéficier de l'expérience du 27^e Bataillon de chasseurs alpins (BCA), rentré d'Afghanistan en juin dernier. Une aide précieuse, pour le futur GTIA, dit Black Rock, du colonel Pons. « Ce sont nos frères d'armes les plus proches puisque nous appartenons à la même brigade et que nous allons effectuer un mandat équivalent

dans le temps, en hiver, souligne le colonel. De nombreux cadres du 27^e BCA sont ici pour nous aider et nous donner les informations dont nous aurons besoin. » C'est le cas du capitaine Vincent Minguet,

commandant d'unité de la 2^e Compagnie de combat de ce bataillon, qui joue le rôle d'« arbitre » pour l'exercice. Avec d'autres militaires revenus comme lui de la Kapisa cet été, il évalue les savoir-faire des soldats en situation. « Ce qui rend le conflit en Afghanistan très difficile, c'est que l'ennemi se cache derrière la population civile. Elle est sa meilleure protection. L'exercice Jalalabad permet



de rendre cette situation particulière réaliste, explique-t-il. Nous avons donc axé nos efforts pédagogiques sur le dialogue avec la population en organisant par exemple des shouras, sortes de réunions de villageois. »

De cette expérience sur le terrain sont nées de nouvelles procédures, qui ont pu être mises en application lors de Jalalabad 2, comme les fouilles opérationnelles de caches d'armes, parfois menées à l'intérieur des habitations. La gestion des blessés s'est trouvée améliorée, que ce soit ▶

Pour donner corps aux scénarios de l'exercice, 200 militaires jouent nuit et jour différents rôles : civils, insurgés mais aussi soldats de l'armée afghane.

Afghanistan et qui émailleront l'exercice. Pour réaliser ses scénarios, il dirige une équipe de 200 militaires qui, jour et nuit, jouent tous les rôles : civils, insurgés, mais aussi les soldats de l'armée nationale afghane (ANA). « Mes "plastrons" sont très réactifs. Pour travailler au plus proche de la réalité, nous adaptons en permanence l'animation en fonction des lieux et des horaires de la manœuvre des unités amies, qui



► au profit des forces de la coalition, des civils ou des insurgés. « Du soldat au chef de corps, chaque combattant doit connaître parfaitement les gestes qui, effectués dans les premières minutes d'un accident, permettent de sauver une vie, avant même l'intervention d'un médecin », explique le colonel Pons.

Dans l'effort pour donner tout le réalisme nécessaire à l'exercice, l'« animation » est un maillon essentiel de la préparation. Le chef d'escadron Jean-Paul Schill, de l'état-major de la 27^e BIM, en est le maître d'œuvre. Depuis le centre opérationnel installé dans l'ancien centre national d'aguerrissement en montagne (CNAM) de Briançon, il planche sur les « incidents » tels qu'il en a connus durant les six mois qu'il a passés en



Ci-dessus : Intervention sur un « engin explosif improvisé ». En haut : Un contrôleur de l'exercice (brassard blanc) évalue le travail des démineurs.

« changent sans cesse », explique le commandant Schill. Entre Jalalabad 1 et 2, un détail a cependant changé : « L'année dernière, les plastrons qui jouaient les ennemis étaient identifiables par des brassards ou des uniformes militaires. Pour Jalalabad 2, ils sont en civil, sans signe distinctif, parce que ça se passe ainsi dans la réalité. Ce qui complique la façon d'appréhender les situations. »

À l'approche du départ en Afghanistan, les participants à Jalalabad 2 se sentent prêts. « Tous les hommes qui se sont engagés dans l'entraînement savent que la première protection est leur bonne préparation, affirme le colonel Pons. J'ai le sentiment d'une certaine sérénité, qui permet d'aborder ce mandat dans de bonnes conditions. »

Anne-Lise Llouquet

Le mandat hivernal 2009-2010 du GTIA Kapisa

Avec le GTIA (groupe tactique interarmes) Surobie, le GTIA Kapisa composera la Task force Lafayette, commandée par le général Druart, commandant la 27^e BIM.

Le GTIA Kapisa sera composé du 13^e BCA, fort de 550 hommes, de 70 légionnaires du 2^e REG (régiment étranger du génie) de Saint-Christol,

experts dans les engins explosifs improvisés (EEI, ou IED en anglais), des 60 artilleurs du 93^e Régiment d'artillerie de montagne de Varcès, qui appuieront le GTIA avec leurs canons Caesar et mortiers de 120 mm, et des 70 militaires du 4^e régiment de chasseurs (RCH) de Gap et leurs chars AMX 10 RC, de la cavalerie blindée.

Assurance auto : roulez vert et moins cher ! ...

Modifier ses comportements pour préserver l'environnement devient une nécessité. Et en matière de transports, on peut faire beaucoup... La GMF encourage les initiatives par des tarifs très attractifs.

On assiste à des changements de comportements durables des automobilistes français : 56% affirment rouler moins vite pour consommer moins de carburant, 39% disent moins utiliser leur voiture ⁽¹⁾. Apparition de voitures hybrides, biocarburants, promotion du concept d'éco-conduite pour utiliser moins d'essence... Beaucoup plus qu'une mode, « l'écologie au volant » s'accompagne d'incitations fortes de la part des pouvoirs publics, comme en témoigne la mise en place, fin 2007, du bonus écologique.

ÉCOLOGIE ET ÉCONOMIES

Afin de soutenir ces comportements citoyens sur la route, la GMF a conçu AUTO PASS, un contrat d'assurance doté de garanties innovantes, à des



Serec Communication - Photo Getty Images

Marc Tellier, spécialiste auto à la GMF « les + qui vous font gagner de l'argent »

« A la GMF, nous sommes bien conscients que les modes de vie ont évolué et que les comportements en matière de transports ont changé... Nous en avons tenu compte en concevant notre produit AUTO PASS. Avec le tarif ECO PASS, les usagers des transports en commun bénéficient d'une réduction de 10% sur leur cotisation ⁽²⁾. Cette réduction, ils peuvent la cumuler avec le tarif Bio Bonus, soit -5% supplémentaires pour les propriétaires de véhicules propres ⁽³⁾. Enfin, les petits rouleurs ne sont pas oubliés : ils profitent d'une ristourne de 10% sur leur prime s'ils font moins de 5 000 km par an en usage privé avec leur véhicule. Ajoutons que ces réductions s'effectuent sur la totalité de la cotisation, et non sur la seule responsabilité civile, comme cela arrive souvent... ».

LE BONUS ÉCOLOGIQUE : COMMENT ÇA MARCHE ?

Le bonus écologique est l'une des incitations aux économies d'énergie lancées par les pouvoirs publics. Il est fondé sur les émissions de CO² des véhicules neufs :

- L'acquéreur d'un véhicule propre, c'est-à-dire qui émet moins de 130 grammes de CO² au km (soit environ 45% des ventes de voitures en 2008),

peut percevoir, selon le type de voiture, de 200 à 5 000 € de bonus. Si, de plus, il met à la casse une auto de plus de 10 ans, il peut prétendre au super bonus de 1 000 € ⁽⁴⁾

- A contrario, les achats de véhicules polluants (plus de 160 grammes de CO²/km) sont pénalisés jusqu'à 2 600 €.

tarifs adaptés à ces nouveaux usages. Petits rouleurs, utilisateurs des transports en commun et conducteurs de véhicules propres bénéficient de réductions significatives sur leur prime d'assurance. Au total, il est possible de vraiment réduire son budget assurance auto.

Economies d'énergie et mesures en faveur de l'écologie riment souvent avec maintien du pouvoir d'achat. C'est le cas à la GMF !

(1) source : Union française des industries pétrolières.
(2) sur présentation pour le conducteur principal (ni étudiant, ni lycéen) d'un abonnement annuel payant.
(3) véhicules de moins de 5 ans émettant moins de 120 g CO²/km.
(4) depuis le 4/12/2008 et jusqu'à fin 2009, sauf disposition contraire.



Caesar



Livré aux forces en 2008, le Caesar (Canon Équipé d'un Système d'Artillerie) est déployé en Afghanistan depuis juillet dernier.

certifié opérationnel

Système d'artillerie consistant en un canon de 155 mm monté sur la plateforme d'un camion, le Caesar est servi par un équipage de cinq personnes. Il apporte un appui feu aux troupes engagées au sol et peut tirer six obus par minute, avec une portée pouvant atteindre les 42 km. Une équipe d'observateurs

engagée au sein des troupes repère un objectif, en recueille les données « terrain » grâce à un télémètre laser et les transmet au poste de commandement du système d'arme, situé dans un VAB posté près des pièces. Ce dernier, grâce au système Atlas d'automatisation des tirs et des liaisons de l'artillerie sol/sol, calcule les éléments de tir – distance de la cible, orientation et éléva-

tion du tube du canon – à partir des données transmises par les observateurs. Après autorisation de tir donnée par le commandement des opérations, la pièce peut appliquer un tir sur n'importe quel type d'objectif. La mise en station de la pièce ne nécessite que cinq minutes. Avant le tir, une « bêche » (large plaque métallique) est ancrée dans le sol à l'arrière

du camion pour limiter le recul lors du départ de feu. Huit exemplaires de ce canon développé par l'industriel Nexter sont déployés sur le théâtre afghan depuis fin juillet, dans le cadre de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS). Le 15 août, le Caesar obtenait sa première certification opérationnelle. ■

Cynthia Glock

SEBASTIEN LAFARGUE / ECPAD



Quand



le mal de mer boit la tasse

Au-delà de 48 heures, il doit être soigné. À Brest, des militaires ont mis au point des techniques de rééducation visuelle pour atténuer, voire supprimer, le mal de mer.

Une boule stroboscopique projette des centaines de petites lumières sur un mur parabolique, tandis que des vagues de lumières montent et descendent, imitant un mouvement de houle... Le second maître Jade-Sophie Courtin ne se trouve pas dans une boîte de nuit, mais dans une salle

du service ORL de l'hôpital d'instruction des armées de Brest. Face au mur, elle s'efforce de garder son équilibre et de rester debout. Au bout de quelques minutes, elle commence à chanceler. « Ça

va toujours ? », s'inquiète le médecin-chef Loïc Bonnes. « *Non, je commence à avoir des bouffées de chaleur, comme quand je suis en mer...* »

Dans son pôle d'exploration et de traitement du mal de mer, le médecin-

chef Bonnes développe des techniques de rééducation du mal des transports à partir d'exercices basés essentiellement sur des stimulations visuelles. Ce traitement permet aux malades de mieux maîtriser leurs sensations afin de reprendre la mer sans souffrir de nausée. « *Le mal de mer est encore tabou dans la marine*, affirme le médecin-▶

Les mouvements verticaux – ou embardées – sont les plus redoutables.

► chef, qui soigne cette pathologie depuis maintenant dix ans. *En consultation d'ORL, je voyais des marins souffrant de mal de mer qu'on me demandait de déclarer inaptes à la navigation, alors que leur oreille interne fonctionnait très bien. C'est pourquoi, j'ai adapté des exercices de rééducation vestibulaire (qui soignent les vertiges, les pertes d'équilibre, l'instabilité à la marche) au traitement du mal de mer pour qu'ils puissent réembarquer.* » Situé dans l'oreille interne, le vestibule abrite le principal centre de perception des mouvements verticaux.

Le second maître Jade-Sophie Courtin en est à sa troisième séance. Embarquée depuis décembre 2008 à bord de la frégate anti-missile *La Motte-Piquet*, elle n'arrive toujours pas à s'habituer au

La boule stroboscopique recrée les effets du mal de mer. À l'hôpital de Brest, les malades apprennent à maîtriser leurs sensations.



BRUNO BIASUTTO DICOD

mal de mer. *« Il m'arrive d'être malade pendant trois jours d'affilée sans pouvoir me nourrir. C'est très handicapant, surtout quand je suis de quart la nuit, et cela occasionne beaucoup de fatigue. »* Mais, pour certains marins, cela peut être beaucoup plus grave, au point qu'il faille les débarquer d'urgence. Ils peuvent être déclarés inaptes à la navigation. *« Être malade à bord d'un bateau au cours des 48 premières heures fait partie de ce qu'on appelle l'amarinage, comme le médecin-chef Bonnes. Celui qui souffre de mal de mer, c'est celui qui reste malade au-delà de cette durée. »*

Appartenant aux cinétoses, ou mal des transports, la naupathie – autre nom du mal de mer – est une affection fréquente (voir encadré). Elle est le résultat d'un conflit d'informations intersensorielles. *« À terre, notre cerveau reçoit des informations venant de plusieurs capteurs : de notre œil (le paysage), de l'ensemble de notre corps (la proprio-réception), et de notre oreille interne, explique le médecin-chef Bonnes. En mer, ces repères sont perturbés. Malgré une posture fixe, le corps bouge en permanence en accompagnant passivement les mouvements du bateau. Les informations provenant des différents récepteurs entrent en*

Le mal des transports

Une personne sur trois développe, au moins une fois dans sa vie, des symptômes de cinétose, autrement appelée mal des transports. Dans les véhicules motorisés, son incidence est variable : en mer elle est en moyenne de 25 % à 30 %, en voiture de 3 % à 5 % et en vol, de 0,5 % à 10 % sur les avions long et moyen courriers. Le taux est plus élevé dans les planeurs, les avions d'affaires et les appareils militaires. Si le transport à cheval n'entraîne pas de cinétose, des troubles peuvent apparaître à dos de chameau ou d'éléphant. Quant au mal de l'espace, il touche de 50 % à 60 % des astronautes.

conflit, les ligaments non sollicités indiquent que le corps est au repos, tandis que les récepteurs de l'oreille affirment qu'il bouge... » En mer, les mouvements qui rendent le plus malade sont les verticaux qu'on appelle embardees, quand le bateau monte et descend.

Selon les individus, il faut plus ou moins de temps pour que ces récepteurs parviennent à gérer ces situations conflictuelles. *« Tout le monde ne présente pas la même sensibilité à ces troubles, poursuit le médecin-chef. Pour certains, c'est un handicap passager ou constant, tandis que d'autres ne ressentiront jamais la moindre gêne. »* Des facteurs externes peuvent également favoriser et intensifier les symptômes du mal de mer, comme les odeurs (tabac, cuisine, mazout...), la chaleur, le confinement, les bruits agressifs... De plus, le stress et la fatigue influent sur la naupathie. On dénombre ainsi 70 % de malades lors d'un naufrage, 20 % lors d'un voyage transatlantique et 10 % lors d'un transmanche. Mais cela reste très variable, selon le type de bateau et l'état de la mer. *« Lors du débarquement de Normandie, les deux tiers des militaires souffraient du mal de mer dans les barges, explique le médecin-chef. À partir de ce moment, l'armée a commencé à s'intéresser à ces problèmes. À l'époque, on donnait des amphétamines aux militaires. Mais les effets secondaires étaient très mauvais. Depuis, la science a progressé. »*

Les médicaments contre la naupathie ne sont pas toujours efficaces et peuvent entraîner de la somnolence ou des troubles visuels. *« Ils peuvent être une bonne alternative pour des sorties en mer de deux ou trois jours, assure le médecin-chef, mais pas pour des marins professionnels. »* C'est pourquoi son traitement repose sur deux types d'exercices basés essentiellement sur des stimulations visuelles lors de séances de 10 à 20 minutes. *« Chez l'homme, l'information qui prime, c'est la vue. Pendant mes séances, je fais travailler la "béquille visuelle" de mes patients pour leur apprendre à commander leur vestibule avec leur vue. »* Les exercices ont pour fonction de muscler l'information visuelle par rapport à l'information vestibulaire. *« Pour reconstituer des conditions proches de celles rencontrées en mer, explique le médecin-chef, je reproduis les mouvements et la fréquence de la houle, qui provoquent le mal de mer, avec les lumières, explique le médecin-chef. La rééducation consiste à désorienter le sujet en permanence jusqu'à ce que son cerveau s'habitue. »*

Au terme des 10 séances de rééducation, 75 % des patients ont vu leur état s'améliorer en mer. *« On n'est pas loin de 180 personnes rééduquées. Le mal de mer n'est pas une fatalité. »*

Carine Bobbera



AU CŒUR DE VOTRE STRATÉGIE DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Depuis plus de 35 ans, Défense Conseil International opère dans le cadre fixé par le ministère de la Défense en étroite liaison avec les Etats-Majors et la DGA.

Spécialisée dans le transfert du savoir-faire militaire français, DCI garantit une compréhension globale des besoins de ses partenaires en apportant la solution la mieux adaptée en matière de formation, d'assistance, de conseil et de maîtrise d'ouvrage.



www.groupedci.com - 2, Place de Rio de Janeiro - Paris 75008 - Tél : + 33 (0) 1 44 91 24 01



Vous aspirez à intégrer le Collège Interarmées de Défense ?

D'un des jours militaires

Vous êtes :

- Officier

Vous souhaitez réaliser une seconde
préparation avec l'organisme officiel
retenu par le ministère de la défense.

La Revue D'Etudes vous propose
une préparation adaptée.



20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-d-etudes.fr
www.revue-d-etudes.fr
Tél. : 0825 800 735



Vous préparez un examen ou un concours du ministère de la défense ?

Personnels militaires et civils : Armée de terre, Armée
de l'air, Marine nationale, Gendarmerie nationale,
Services communs...

Faites confiance à la Revue d'Etudes qui organise
ces préparations depuis près de 100 ans !

Module de formation à la déontologie

Je n'ai fait qu'obéir aux ordres. » C'est ainsi que René Bousquet, secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy à partir de 1942, justifia, après la Libération, son action sous l'occupation nazie. Sous son autorité se déroula, entre autres, l'opération « vent printanier » du 16 juillet 1942, plus connue sous le nom de la rafle du Vel d'Hiv, qui conduira 9 000 policiers et gendarmes à arrêter et livrer aux Allemands 13 150 juifs. Cette période tourmentée de l'administration française est au centre d'un module de formation déontologique proposé à des attachés du ministère de la Défense et qui a eu lieu le 25 septembre au Mémorial de la Shoah, à Paris.

Cinquante-cinq fonctionnaires, attachés d'administration (fonctionnaires de catégorie A) y ont participé. Après une année d'études au sein des Instituts régionaux d'administration (IRA), ils ont choisi de servir au ministère de la Défense. Leurs origines professionnelles avant d'intégrer par concours l'IRA sont diverses : anciens fonctionnaires, étudiants, salariés du privé. En arrivant dans leur nouveau poste, ils suivent une période de formation pour s'intégrer à leur nouveau service. C'est dans ce cadre que la Direction des ressources humaines du ministère (SGA-DRH-MD), sur proposition de la Direction de la mémoire du patrimoine et des archives (SGA-DMPA), a organisé un nouveau séminaire de déontologie. Le sujet : « Le rôle de la fonction publique dans le processus d'exclusion et la genèse des génocides ». Christophe Bérenghier, chef du bureau des actions pédagogiques à la DMPA, est à l'origine de cette formation. « Lorsque j'ai appris que la préfecture de Paris envoyait des policiers au Mémorial de la Shoah pour réfléchir sur la déontologie de leur métier, j'ai proposé à la DRH-MD d'inscrire au programme un module similaire pour les formations de leurs fonctionnaires. » Son objectif est double : provoquer chez les individus un questionnement déontologique sur les pratiques professionnelles du fonctionnaire et contribuer au devoir de mémoire.

Cette séance de formation a suivi plusieurs étapes. Elle a débuté par un propos du directeur du

C'est au cours d'un module dispensé au Mémorial de la Shoah à Paris que, pour la première fois, les attachés nouvellement affectés au ministère de la Défense ont pu conduire une réflexion sur l'éthique du fonctionnaire et les limites du devoir d'obéissance.



Les attachés du ministère découvrent les portraits des familles juives déportées.

B. BIASUTTO / DICIOD

Mémorial de la Shoah, Jacques Fredj, et du directeur de la DMPA, Éric Lucas. Pour ce dernier, « la volonté des organisateurs de ce module n'est pas de juger l'action de l'administration sous Vichy. Mais bien de conduire chacun des participants à une réflexion sur sa condition de fonctionnaire. »

La projection de deux films retraçant l'opposition des parcours de deux hauts fonctionnaires sous l'Occupation, René Bousquet et Jean Moulin, a servi de support à Marc-Olivier Baruch, historien de la fonction publique, pour faire une conférence ayant pour sujet « Servir l'État sous Vichy ». L'historien a invité son auditoire à prendre le recul nécessaire afin d'éviter tout jugement hâtif sur les actions des fonctionnaires de l'époque : « Il est simple, aujourd'hui, d'avoir un avis tranché sur des actions qui se sont déroulées dans ces conditions extrêmes. Mais la difficulté de l'éthique réside dans le choix effectué en situation réelle. » Le module s'est conclu sur une visite du Mémorial. « Après sept ans d'activité comme fonctionnaire, j'ai trouvé cette formation très utile, confie François, un attaché en formation. Elle me permet de prendre du recul par rapport à mon activité. » Étudiante en sciences politiques avant d'entamer le cursus à l'IRA, Gaëlle était très sceptique sur l'utilité d'une telle formation. « On a tous l'impression de n'être jamais concernés par de tels événements. Cependant, au fur et à mesure des interventions, je me suis interrogée sur ce qu'aurait pu être mon action dans des circonstances aussi difficiles. Après ce module, je me demande s'il ne conviendrait pas de l'inscrire dans les enseignements universitaires. »

Un attaché émet néanmoins une réserve : « Pourquoi s'interroger sur la déontologie dans un cas extrême. Il m'aurait semblé plus productif de réfléchir sur des cas plus simples qui peuvent se présenter à nous fréquemment ». Si l'approche déontologique fait débat, celle du devoir de mémoire fait l'unanimité. Vision collective, justement résumée par François à travers les propos de Winston Churchill : « Un peuple qui oublie son passé est condamné à le revivre. »

Infos

**Le Mémorial de la Shoah,
17 rue Geoffroy-l'Asnier,
75004 Paris**

**En 2008, le Mémorial a
organisé 101 actions de
formation pour 5280 personnes.
Pour tout renseignement
www.memorialdelashoah.org**

CEN Olivier Destefanis

L'excellence
d'une épargne
sécuritaire

Résultat 2008

4,43% net⁽¹⁾
et
4% net garanti
en 2009⁽²⁾

Sécurité
Transparence
Disponibilité, Rentabilité

**Sécurisation du capital sur
le fonds en euros (Actif Cantonné ASAC)**

- Très faibles frais de gestion annuels :
 - 0,36 % sur le fonds garanti en euros,
 - 0,60 % sur les unités de compte (pour **Épargne-Retraite 2 Plus**),
- Frais sur versements dégressifs : de 2 % à 0,90 %.

**Diversification possible en version multisupport
"Épargne-Retraite 2 Plus"**

- Fonds en euros 100 % garanti,
- 35 fonds pour diversifier vos investissements,
- Options d'arbitrage automatiques gratuites.

(1) Taux annuel de participation aux bénéfices du fonds en euros net de frais de gestion, hors prélèvements sociaux. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

(2) Net de frais de gestion annuels et hors prélèvements sociaux, pour les contrats actifs au 31/12/2009.

Contrats d'assurance vie souscrits par ASAC auprès du groupe Allianz qui apporte les garanties techniques et financières, sélectionnés par le GMPA.

Contrats à nouveau primés en 2009 :

Épargne-Retraite 2

Épargne-Retraite 2 Plus



Formules sélectionnées par le



La Prévoyance des forces
de défense et de sécurité

01 58 85 04 00 www.gmpa.asso.fr

A retourner au GMPA : Tour Neptune - CC 0402 - 20, place de Seine - 92086 La Défense Cedex

Je souhaite obtenir davantage d'informations sur :

- Épargne-Retraite 2** **Épargne-Retraite 2 Plus**

Je vous remercie :

- de m'adresser une documentation par courrier
 de me contacter par téléphone :

Domicile :	entre	h et	h
Bureau :	entre	h et	h
Portable :	entre	h et	h

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
E-mail : _____

Quelques renseignements vous concernant

Age : _____ Situation de famille : _____

STEPHANE FROIDURE

VISITE DU MINISTRE DANS L'OcéAN INDIEN

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a effectué une visite de trois jours, mi-octobre, dans le Sud de l'océan Indien qui constitue une zone stratégique pour la France. Lors de son escale à la Réunion, le ministre a évoqué les restructurations et la constitution de la base de défense de la zone Sud de l'océan Indien avant de se rendre à Mayotte, où il a pu

vérifier l'implication des forces armées dans « l'action de l'État en mer ». La visite ministérielle s'est conclue par un déplacement aux Seychelles, où Hervé Morin a rencontré les marins engagés dans les équipes de protection embarquées qui ont fait échec, à deux reprises le mois dernier, à des attaques de pirates à l'encontre de thoniers français.



R. PELLEGRINO/ECPAD



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

LE PREMIER MINISTRE APPUIE LA RÉFORME DES INSTITUTS DE RECHERCHE

Le Premier ministre, François Fillon, a présidé le 10 octobre à Paris le séminaire d'intégration des grands instituts de recherche et d'analyse stratégique et de sécurité. Cette réforme, inscrite dans le dernier Livre blanc, entrera en vigueur début 2010. Elle se traduira par la fusion de l'Institut national des hautes études de la défense nationale (IHEDN) et du Centre des hautes études

de l'armement (CHEAr) pour les questions de culture défense, d'armement et d'actions internationales. Ainsi que par la fusion de l'Institut national des hautes études de sécurité (INHES) et l'Institut d'études et de recherche pour la sécurité des entreprises (IERSE) pour les questions de sécurité intérieure, de sécurité civile et sanitaire et d'intelligence économique.

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES EN MAURITANIE

Le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées (CEMA), était en visite officielle en Mauritanie les 11 et 12 octobre, à l'invitation de son homologue, le général Ould Cheikh Mohamed Ahmed. Il s'est entretenu avec le Président Mohamed Ould Abdel Aziz, avec lequel il a évoqué la coopération militaire

entre les deux armées ainsi que la situation régionale. Durant sa visite, le CEMA s'est aussi déplacé à Chinguetti, dans la région de l'Adrar, dans le Nord-Est du pays, où il a été fait citoyen d'honneur de la cité. Il s'est ensuite rendu à Atar, où il s'est adressé aux élèves officier de l'École militaire interarmes de Mauritanie.



EMA



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

HERVÉ MORIN LANCE LE CHANTIER DE RÉNOVATION DE LA JAPD

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, lance le chantier de rénovation de la Journée d'appel de préparation à la Défense (JPAD), onze ans après sa création. Précisée dans le dernier Livre blanc, la rénovation prévoit d'élargir les sujets traités aux nouveaux enjeux de la Défense et de la sécurité nationale. Elle doit souligner l'attractivité des

métiers des armes en recourant le plus largement possible à des témoignages de professionnels. Chaque année, environ 780 000 jeunes participent à la JAPD. Obligatoire pour les garçons et les filles entre 16 et 18 ans, elle a pour objet de les sensibiliser à leurs devoirs envers la nation et constitue une opportunité d'aide pour les jeunes en difficulté.

5+5 DÉFENSE : LES «CEMA» MÉDITERRANÉENS À LISBONNE

Le chef d'état-major des armées (CEMA), le général Jean Louis Georgelin s'est rendu à Lisbonne, le 16 octobre, pour rencontrer ses homologues des pays membres de l'initiative « 5+5 Défense » (Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie, Lybie, Italie, Espagne, Malte, Portugal et France). L'objectif de 5+5 Défense est de favoriser les liens entre les deux rives de la Méditerranée autour de quatre champs de coopération : surveillance mari-

time, sûreté aérienne, contribution militaire à la protection civile et formation. Cinq ans après la naissance du 5+5 Défense, des réalisations ont déjà vu le jour comme l'élaboration d'un manuel de procédures permettant de mieux lutter contre les menaces aériennes non militaires et la mise en place du Collège 5+5 Défense permettant l'enseignement d'une culture commune sur les questions de sécurité et de défense.



EMA



J. ROBERT / DMPA

SIGNATURE DES DEUX PREMIÈRES CONVENTIONS «CONTRATS RÉSERVE»

Hubert Falco, secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants (SEDAC), a signé les deux premières conventions « contrats réserve » avec Jacques Pellas, secrétaire général de Dassault Aviation, et Didier Brugère, directeur des affaires France de Thales, le 6 octobre à Paris. À travers ces signatures, le SEDAC souhaite faire appliquer au plus vite la loi sur les réserves militaires qui stipule notamment que les salariés par-

ticipant au soutien des forces armées en opérations extérieures peuvent bénéficier du statut de réserviste afin d'être mieux couverts. « S'ils optent pour intégrer la réserve opérationnelle le temps de leur mission – car c'est une question de choix et de liberté –, les salariés bénéficieront des mêmes droits [transport, assurance, protection sociale et santé] que les militaires », a précisé le secrétaire d'État.

RENFORCÉMENT DE LA DISSUASION NUCLÉAIRE FRANÇAISE

Le système d'arme constitué par le Mirage 2000 N et le missile air-sol moyenne portée amélioré (ASMPA) a été déclaré opérationnel le 1^{er} octobre sur la base aérienne 125 d'Istres au cours d'une cérémonie présidée par le général Palomeros, chef d'état-major de l'armée de l'air, en présence du général Fouillard, commandant des

forces aériennes stratégiques et de Laurent Collet-Billon, directeur général de l'armement. Le programme ASMPA bénéficie des avancées techniques les plus récentes. Grâce à sa portée, sa précision et sa diversité de trajectoire, ce missile a la capacité de passer au travers de tous les systèmes de défense actuels ou en cours de développement.



O. RAVENEL / SIRPA AIR



F. BASSEMAVOUSSE

ACCIDENT DES DEUX RAFALE : UN ENREGISTREUR DE VOL RETROUVÉ

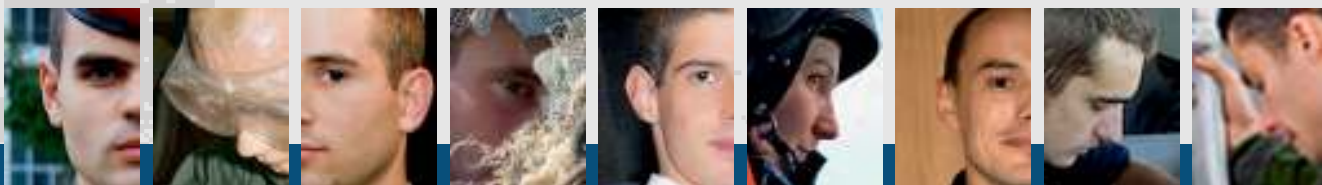
Les moyens de recherche mis en œuvre par la Cellule de plongée humaine et intervention sous la mer (CEPHISMER) de la marine nationale embarqués sur le bâtiment de soutien, d'assistance et de dépollution Ailette ont permis de remonter à la surface, le 24 octobre, l'enregistreur de vol du Rafale M25 qui s'était abîmé en mer un mois plus tôt. Récupéré par l'engin sous-

marin télé-opéré Ulisse à 700 mètres de profondeur, l'enregistreur de vol a, depuis, été remis aux autorités judiciaires pour enquête et analyse. L'Ailette et les équipes de la marine sont restés sur zone, fin octobre, afin de poursuivre les recherches et retrouver l'enregistreur du second Rafale impliqué dans l'accident qui s'est produit le 24 septembre au large de Perpignan.



MÉTIERS ET CARRIÈRE

21 000. C'est le nombre de jeunes que recrutent les armées en 2009. Dans ces conditions, les métiers et carrières militaires se doivent d'être attractifs sur le marché de l'emploi. Ce mois-ci, *Armées d'aujourd'hui* s'est intéressé à la politique conduite par le ministère dans le domaine du recrutement et de la gestion des carrières militaires. Ce dossier montre comment les ressources humaines se sont modernisées pour répondre à une double exigence : conserver un personnel jeune et assurer une attractivité des carrières courtes au sein des armées.





DR

S DANS LES ARMÉES

Du recrutement au passage en école, des reportages illustrent le parcours des jeunes intéressés par le métier des armes. Carrière qui ne peut se concevoir sans un accompagnement vers un retour à la vie civile dans les meilleures conditions. C'est le rôle de l'Agence Défense mobilité, que nous avons rencontrée. Enfin, des militaires aux parcours différents nous parlent de leur métier et donnent quelques conseils aux candidats à la carrière militaire. Conseils qui rappellent que le métier des armes est un engagement au service de son pays.

DOSSIER RÉALISÉ PAR TANIA SOTTY - CARINE BOBBÈRA. PHOTOS : CHRISTOHE FIARD

MÉTIERS ET CARRIÈRES

Avec la modernisation, les armées se trouvent dans une période de restructuration, mais doivent continuer à garantir le renouvellement, la fidélisation et la reconversion de leurs effectifs. Pour atteindre cet objectif, le ministère réoriente sa politique de ressources humaines. Décryptage par le DRH du ministère de la Défense.

Quels sont les enjeux du recrutement dans les armées pour la période de la réforme ?

Cette année, le ministère aura recruté près de 21 000 militaires et environ 1 000 agents civils. L'enjeu premier de la politique des ressources humaines est de réussir la modernisation ainsi que la transformation des armées tout en assurant, sans rupture, leurs capacités d'engagement et la tenue des contrats opérationnels. Pour cela, le maintien d'un flux de recrutement suffisant est essentiel. Bien que se trouvant en période de restructuration et de réduction de leur format, les armées doivent continuer à recruter pour garantir le renouvellement des effectifs. Elles doivent disposer d'une ressource adaptée en qualité mais aussi en quantité, pour pouvoir mener à bien leurs missions opérationnelles. Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale rappelle que « le métier des armes est soumis plus qu'un autre à un renouvellement rapide des effectifs qui contraste avec les carrières longues de la fonction publique et de la gendarmerie ».

Le défi est donc de continuer à recruter et à fidéliser un nombre élevé de militaires dans un contexte de réforme de notre outil de défense. La loi de programmation militaire prévoit ainsi un objectif annuel d'environ 20 000 recrutements pour les années à venir.

Comment atteindre ces objectifs ?

Le ministère doit, en s'appuyant sur la bonne image dont le pays crédite les armées, promouvoir les atouts du métier militaire : la qualité du commandement et des relations humaines, la fierté d'appartenir à une communauté attachée à des valeurs universelles et l'engagement au service du pays. L'intérêt du métier repose également sur les carrières et parcours offerts,

« Il est impératif de sélectionner au mieux les recrues, de les former et de les conserver. C'est le rôle des chefs à tous les niveaux. »

sans oublier une réelle perspective de reconversion. Dans la conduite du recrutement lui-même, les armées doivent ensuite intégrer plusieurs facteurs. D'abord, elles ne peuvent garantir leur aptitude au combat et leur capacité à remplir leurs missions opérationnelles que par un niveau élevé de recrutement de militaires jeunes. La durée moyenne des services est de 12 ans et la moyenne d'âge des militaires est de 33 ans. Cette contrainte d'âge se traduit par une gestion dynamique fondée sur les flux. Ce même impératif de jeunesse conduit les armées à recourir à un fort niveau de contractualisation qui atteint 63%. Ensuite, les armées doivent développer des modes de recrutement très diversifiés pour pouvoir répondre à leurs besoins



La modernisation des



Jacques Roudière, contrôleur général des armées et directeur des ressources humaines du ministère de la Défense.

dans 400 métiers, et compte tenu de la grande variété des compétences recherchées. Cela nécessite une stratégie de communication, l'occupation du terrain, un marketing offensif, une présence dans les médias, etc. En parallèle, une politique d'attractivité doit être menée au travers de diverses actions comme le pré-recrutement ou l'ouverture de la Défense aux jeunes les plus défavorisés dans le cadre du plan « égalité des chances ».

Par ailleurs, les armées et services interarmées rencontrent une concurrence rude, notamment pour le recrutement des militaires du rang, dans certaines spécialités comme l'informatique, la maintenance aéronautique ou l'alimentation. Pour ces compétences sensibles, le dispositif de prime d'attractivité instauré en 2003 sera maintenu et complété par une prime réversible de compétences à fidéliser.

Enfin, la fidélisation est un autre aspect important. Car la ressource de qualité doit être conservée. Aujourd'hui, les jeunes sont difficiles à fidéliser. Ils sont habitués aux choix rapides, à la culture du zapping. Les armées sont ainsi confrontées à une certaine volatilité dans les six mois qui suivent l'engagement et à une attrition élevée durant le premier contrat. Il est donc impératif de les sélectionner au mieux, les former et les conserver. C'est le rôle de l'encadrement de contact, des chefs à tous les niveaux.

D'autant que, dans les armées, les parcours professionnels sont attractifs et lisibles. La formation initiale et continue du personnel y tient un rôle de premier plan. La revalorisation des soldes intervenue ces dernières années participe de cette attractivité.

La défense offre en outre une opportunité réelle de promotion sociale puisque la moitié des officiers ont été recrutés dans le corps des sous-officiers, eux-mêmes étant pour moitié d'anciens militaires du rang.

Dans le cadre de la réforme, des suppressions de postes sont prévues. De quelle façon la reconversion accompagnera ces départs ?

La reconversion des militaires est une priorité affichée. Elle s'est traduite, cette année, par la création d'une agence de reconversion de la défense : « Défense mobilité ». Le militaire doit pouvoir se reclasser dans les meilleures conditions ; c'est le rôle de Défense mobilité de l'y aider. Ainsi, les deux tiers des militaires pris en charge par nos organismes de reconversion sont reclassés dans les 6 mois suivant leur départ. Mais pour les armées, une reconversion réussie, c'est la condition d'un futur recrutement de qualité. Reconvertir est un impératif pour pouvoir renouveler les effectifs, recruter des jeunes, et répondre aux besoins spécifiques et opérationnels des armées.

Si l'on intègre le personnel civil, le ministère de la Défense demeure, en 2009, l'un des premiers recruteurs de France, avec près de 22 000 postes. Pour ce qui est des militaires, les moyens des différentes chaînes de recrutement des armées sont aujourd'hui mutualisés au sein de centres d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) afin d'accroître leur efficacité et leur lisibilité extérieure. ■

Propos recueillis par la rédaction

ressources humaines



MÉTIERS ET CARRIÈRES

Tous les mercredis, le Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) de Paris organise, à la caserne de Reuilly, des réunions d'information pour les étudiants sur les carrières d'officier dans l'armée de terre. Ce lieu d'échanges est un prélude à des entretiens individuels avant un éventuel recrutement.

« **L**e soldat n'est pas un homme de violence. Il porte les armes et risque sa vie pour des fautes qui ne sont pas les siennes. Son mérite est d'aller au bout, tout en sachant qu'il est voué à l'oubli. » C'est par cette citation d'Antoine de Saint-Exupéry que le capitaine Philippe Vignat, conseiller en recrutement, adjoint au commandant du Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) de Paris, entame son propos devant un public d'une vingtaine d'étudiants. À la caserne de Reuilly, le CIRFA de Paris organise, chaque mercredi après-midi, des réunions d'information sur les carrières d'officier au sein de l'armée de terre. Depuis qu'ils ont remplacé, en 2008, les centres d'information et de recrutement propres à chaque armée, les CIRFA sont les points d'entrée pour rencontrer des conseillers en recrutement des trois armées. « En dépit de la mutualisation des moyens, chaque armée reste maître de la conduite de son recrutement, précise le capitaine

Philippe Vignat, ce qui explique que seule l'armée de terre organise ce type de réunions pour répondre à ses besoins. » Parmi les étudiants, de jeunes diplômés en relations internationales, en psychologie, en architecture, en droit ou en lettres. Les premières conditions posées aux candidats : être âgés de moins de 30 ans et être titulaires d'un master I ou II. « L'armée de terre a besoin de compétences variées. Nous prospectons dans les salons étudiants et les forums emploi, poursuit le capitaine. Après une première prise de contact, nous invitons les jeunes qui se montrent intéressés à cette réunion collective d'information. Ensuite, nous leur proposons des entretiens individuels au cours desquels, nous pouvons mieux cerner leurs aspirations, leurs motivations et les confronter à nos besoins. Nous nous adressons ainsi à des personnes déjà bien informées et décidées à devenir militaires. » Tous les parcours officier sont détaillés : officier sous contrat, spécialiste ou encadrement, de carrière, ainsi que les recru-

Rencontre avec des officiers

« Officier aujourd'hui : uniforme et diversité »

Six officiers de l'armée de terre viendront apporter leur témoignage dans le cadre d'une rencontre organisée le mercredi 25 novembre

2009 à 19 h 30, à l'amphithéâtre Foch de l'École militaire, à Paris. Entrée libre, sur présentation d'une pièce d'identité.

Pour connaître les coordonnées du Centre d'information et de recrutement des forces

armées (CIRFA) proche de votre domicile et s'informer sur les métiers militaires, rendez-vous sur le site Internet www.recrutement.terre.defense.gouv.fr, onglet « Rejoignez-nous », rubrique « Où nous rencontrer ».



Les armées s'adres

Les réunions CIRFA accueillent des étudiants issus de cursus universitaires très variés.



tements : sur titres ou par voie de concours. Le déroulement de carrière d'un officier est aussi passé en revue. Officier dans l'armée de terre depuis un an et demi, le lieutenant Christel Claeys, psychologue au groupement de recrutement et de sélection de Vincennes, est venue témoigner de son expérience de jeune recrue. S'adressant aux étudiants, elle ajoute qu'« il est nécessaire de disposer d'un esprit d'équipe et d'entraide ».

« L'armée de terre recrute dans plus de 400 spécialités, mais vous serez avant tout soldats, projetés en opération extérieure responsables de la vie d'autres soldats, rappelle le capitaine Philippe Vignat. Pour tester votre motivation et valoriser votre candidature, il est bénéfique de participer à une période militaire d'une à trois semaines ou de postuler à l'un des stages rémunérés offerts dans le cadre de la Commission armée-jeunesse. »

Linda Verhaeghe

Ils sont enthousiastes

YACINE GHERBI

25 ans, titulaire d'un master II en gestion d'entreprises.



« Cela fait un certain temps que je souhaite rejoindre l'armée. Je me suis déjà bien informé sur les métiers proposés.

Je voulais être en contact avec un recruteur pour pouvoir lui poser des questions plus pratiques, notamment sur les périodes militaires. À présent, je compte solliciter un entretien individuel et monter un dossier de candidature. »

MATHILE OLIVIER

24 ans, titulaire d'un master II en relations internationales.



« Parallèlement à mes études, j'ai effectué une préparation militaire de trois semaines. J'ai ensuite signé un contrat

d'Engagement à servir dans la réserve (ESR), dans le cadre duquel je suis partie deux mois en opération extérieure au Kosovo avec le 43e régiment d'infanterie, basé à Lille (Nord-Pas-de-Calais). Au départ, il s'agissait de tester mes limites et d'apprendre à travailler en équipe, au sein d'un milieu sportif et partageant certaines valeurs. Aujourd'hui, je pense être assez mûre pour m'engager. »

ÉRIC DUCHEMIN

22 ans, étudiant en master I de lettres modernes.



« Lorsque j'ai choisi de mener des études de lettres, je n'ai pas pensé à la suite professionnelle que j'y donnerai. En ce

moment, je réfléchis à ma vie active future. Après être tombé par hasard sur le site Internet de l'armée de terre, je me suis rendu au Centre d'information et de recrutement des forces armées, où l'on m'a proposé d'assister à une réunion. Je pense de plus en plus à m'engager. »

sent aux étudiants



MÉTIERS ET CARRIÈRES

Fermée en 1988, l'École des mousses a rouvert ses portes le 15 septembre au Centre d'instruction naval de Brest. Cent cinquante garçons et filles, de 16 et 17 ans, ont quitté le système scolaire pour rejoindre les bancs de cette école unique en France. Objectif : obtenir une spécialité opérationnelle dans la Marine.

« **E**n colonne. Couvrez !, ordonne le chef de hune. Direction la salle de cours. En avant marche ! » Leurs gestes sont encore un peu maladroits, et le pas mal assuré. Cela ne fait que quinze jours qu'ils ont intégré l'École des mousses, à Brest. Fermée en 1988, elle a rouvert ses portes le 15 septembre dernier. Installée au centre d'instruction navale (CIN), elle accueille 150 garçons et filles âgés de 16 et 17 ans. Cette réouverture, voulue par Hervé Morin, s'inscrit dans le cadre du plan Égalité des chances mis en place cette année au sein du ministère de la Défense.

Sous statut militaire, ils s'embarquent pour une année de scolarité au terme de laquelle ils seront orientés en priorité vers les métiers à vocation embarquée et opérationnelle. Au début du troisième trimestre, ils pourront choisir entre six spécialités : fusillier, opérations navales, matelot de pont, machines, maintenance aéronautique, pont d'envol. Aucune spécialité administrative ou de soutien ne leur sera proposée. En fin d'année, l'élève obtiendra son brevet de mousse et signera un contrat initial de matelot de la flotte de quatre ans. Il intégrera alors une formation courte avant de rejoindre l'une des unités de la marine où il exercera son métier.

Quelque 750 jeunes en fin de troisième ont envoyé leur candidature pour intégrer l'école. « Nous avons sélectionné les plus motivés, commente le capitaine de vaisseau Bernard Riou, commandant du CIN. Ensuite, nous avons tenu compte du critère médical et psychologique, et, enfin, du dossier scolaire,

mais il n'était pas prépondérant. » Seuls 150 ont été sélectionnés, dont 24 filles. « Ces mineurs ne souhaitent pas forcément poursuivre un cursus professionnel classique, poursuit-il. Ils ont choisi de tenter une nouvelle expérience. À nous de leur faire aimer la marine et de les fidéliser ! »

Unique en France, cette école se propose de former des jeunes désireux de servir dans la marine. « Notre défi est de faire d'eux de véritables marins militaires en un an », explique Bernard Riou. L'École des mousses associe enseignement scolaire et formation maritime et militaire. Des professeurs de l'Éducation nationale sont chargés d'enseigner les matières générales. Des cadres militaires et des surveillants de Défense (étudiants en Master) sont également présents. « On considère que, pour avoir des équipages de qualité, il faut les former jeunes, explique le capitaine de vaisseau. Nous nous devons de leur donner la passion pour la marine et le métier militaire en espérant que par la suite ils seront d'excellents éléments dans les unités combattantes. » « C'est une vraie chance pour moi d'être ici », lance le mousse Samuel. Motivé, il est désireux de faire carrière. « Je veux, depuis tout petit, devenir marin. L'école traditionnelle ne me manquera pas ! »

Pour le capitaine de frégate Yves Cappellesso, ancien mousse et directeur de l'école, « les réfractaires à l'école traditionnelle devraient s'y épanouir. Ils bénéficient d'une formation pratique et théorique proche de l'enseignement professionnel. » Outre des cours en salle, de nombreuses activités sportives et



Devenir marin

La sélection des candidats s'opère sur dossier, tests et entretiens.



culturelles sont proposées. Grâce à de nombreux partenariats de la région, les mousses pourront embarquer à bord d'une vedette de la SNSM du Finistère Nord, entrer dans les coulisses de l'aquarium Océanopolis ou dans celles des ports de plaisance de Brest. « Nous avons voulu une ouverture sur le monde extérieur pour qu'ils découvrent les différentes facettes du milieu maritime », explique Bernard Riou. « J'aimerais devenir fusilier marin, pour ensuite faire commando marine », explique Samuel. « C'est une image d'Épinal,

influencée par les jeux vidéo, tempère le CF Yves Cappellesso. C'est pourquoi, nous insistons pour leur montrer les différents métiers pratiqués dans la marine, et notamment ceux du pont, tout aussi valorisants. »

Au fil des jours, les mousses prennent confiance en eux et s'investissent dans leurs futures carrières. « La pierre est brute et il nous appartient de la tailler », explique en souriant le CF Yves Cappellesso.

Carine Bobbera

L'École des mousses, entre modernité et tradition

Devenir mousse

Le recrutement s'effectue du 15 novembre au 1^{er} mai pour une intégration en septembre. La sélection des candidats s'opère sur dossier, tests et entretiens.

Conditions d'admission :

- être de nationalité française;
- avoir de 16 à moins de 18 ans au 1^{er} septembre de l'année d'entrée;
- être médicalement et physiquement apte;
- avoir l'accord parental (sauf pour les mineurs émancipés).

Pour plus d'informations ou pour déposer votre

candidature, adressez-vous au CIRFA (Centre d'information et de recrutement des forces armées) le plus proche de votre domicile.

Sous le sceau de la tradition

Sous l'Ancien Régime, les mousses, en priorité des orphelins, étaient embarqués dès l'âge de 12 ans. On leur confiait des tâches annexes du bord tout en les plaçant en apprentissage maritime, sans autre considération pour leur instruction générale. à partir de 1794, un instituteur embarqué sur chaque navire est chargé de leur éducation. Le décret du 11 octobre 1856

relatif aux équipages de la flotte consacre la naissance de l'École des mousses destinée à fournir en apprentis-marins instruits et amarqués les écoles de spécialité (manœuvriers, canonniers, fusiliers, etc.).

Longtemps maintenue sur des navires désarmés mouillés en rade abri de Brest, l'École des mousses est implantée sur la terre ferme à partir de 1945 et rejoint le site de l'actuel CIN de Brest à partir de 1960. Elle y poursuivra sa mission de formation générale, militaire et maritime initiale jusqu'à sa fermeture en 1988.

en une année



MÉTIERS ET CARRIÈRES

Avec un âge moyen extrêmement jeune – 33 ans – et des contrats d'une durée relativement courte, la Défense connaît une rotation de personnel bien supérieure à celle des autres ministères. Pour que ses métiers demeurent attractifs, elle doit disposer d'une politique de reconversion dynamique.

Environ 25 000 militaires, sous contrat ou de carrière, quittent chaque année le service actif. C'est l'un des plus importants *turnovers* du secteur public. Élément indissociable du parcours professionnel des militaires, la reconversion constitue un axe majeur de la politique des ressources humaines du ministère de la Défense. « *Les militaires ont cette caractéristique atypique pour des agents de l'État d'être en majorité des contractuels*, explique le général de brigade Jean-Paul Martial, directeur de l'agence de reconversion de la Défense. *Ils effectuent des carrières relativement courtes.* » Les armées ont en effet la particularité de disposer d'un personnel dont la moyenne d'âge est de 33 ans.

« *Comme ils partent jeunes, ils ont la nécessité de trouver un emploi dans le civil. Donc, la compensation à la contrainte de jeunesse des armées, c'est d'offrir aux militaires un dispositif d'aide à la reconversion* », poursuit le général Martial.

Le besoin de reclassement s'est accru avec les réorganisations induites par la modernisation de la Défense. Les mesures prises par le ministère se traduisent par un engagement sans précédent dans ce domaine. Le ministre, Hervé Morin, a mis en place une nouvelle structure, l'agence de reconversion nommée Défense Mobilité. Celle-ci réunit tous les bureaux de reconversion existants : Air Mobilité, Marine

Mobilité, Terre Reconversion et la sous-direction de l'accompagnement et du reclassement professionnel de la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD). Tous les militaires, le personnel civil en réorientation professionnelle et les conjoints des ressortissants de la Défense peuvent être accompagnés par cette nouvelle structure.

L'agence de reconversion de la Défense est à la disposition des militaires entre douze et dix-huit mois avant leur départ.

L'agence de reconversion de la Défense vise à renforcer la qualité de l'aide apportée aux candidats préparant un projet de reconversion dans le civil. « *S'il est facile pour un atomicien ou un informaticien de retrouver un emploi dans le civil, ce n'est pas aussi évident pour un militaire qui pilotait un char Leclerc ! Trop de militaires partent sans solliciter d'accompagnement et, de ce fait, rencontrent des difficultés par la suite* », explique le général Martial.

L'agence de reconversion de la Défense est ainsi à la disposition des militaires entre douze et dix-huit mois avant leur départ. « *Anticipation et accompagnement sont les maîtres mots d'une reconversion réussie* », insiste le général.



La reconversion, pièce

« Une reconversion réussie est une reconversion qui est accompagnée par un professionnel. »



Un suivi personnalisé et adapté à chaque étape de sa reconversion est proposé au candidat, coordonné par un conseiller en emploi « référent ». Comme dans une agence de placement, un bilan de compétence est établi avec lui et il se voit aidé dans la définition de son projet professionnel. Des formations spécialisées sont également proposées à ceux qui en ont besoin. « Une reconversion réussie est une reconversion qui est accompagnée par un professionnel. »

Dans un deuxième temps, un chargé de relations entreprises prospecte auprès des entreprises partenaires de la Défense et propose une sélection de candidatures. Le ministère a établi des conventions de partenariat avec une trentaine d'entreprises qui recrutent régulièrement d'anciens personnels de la Défense. « Jusqu'à présent, la plupart des militaires s'orientaient vers les PME, note le général Martial. Nous n'étions pas présents auprès des grandes entreprises. Le ministre de la Défense a signé des conventions de partena-

riat avec les grandes entreprises pour développer les reclassements des militaires. » Il existe en effet de grandes opportunités d'emplois dans des secteurs comme les assurances, la banque, le bâtiment, la grande distribution, la restauration, la sécurité, le transport et la logistique...

Les militaires peuvent également bénéficier de voies d'accès aux emplois des trois fonctions publiques (d'État, hospitalière et territoriale). L'agence les aide à la fois dans leurs démarches administratives mais aussi dans la préparation aux entretiens. L'année dernière, 1 251 militaires ont été reclassés dans les fonctions publiques, dont 483 par la procédure dite des emplois réservés.

« Le militaire doit être acteur de sa reconversion, insiste cependant le général Martial. Ce n'est pas le service en relation entreprise qui va passer l'entretien de recrutement. Le militaire en reconversion doit être proactif. »

Carine Bobbera

Des centres présents sur tout le territoire

La direction de l'agence de reconversion de la Défense est basée à Paris Balard. Dix pôles intermédiaires sont également installés dans les villes de Lille, Rennes, Bordeaux, Toulouse,

Lyon, Marseille, Metz, Brest, Paris et Toulon. Par ailleurs, des antennes sont présentes dans les bases de Défense. Un site Internet est, d'autre part, mis à la dispo-

sition, non seulement du personnel militaire et civil de la Défense ainsi que de leurs conjoints, mais aussi des entreprises : www.defense-reconversion.fr

maîtresse de la carrière



MÉTIERS ET CARRIÈRES

Par vocation et parfois par hasard, ils ont découvert l'armée de l'air, l'armée de terre ou la marine. Aujourd'hui, ils sont au service de la France. Nous leur avons demandé de parler de leur métier et de dire quelques mots à ceux qui seraient tentés par une carrière militaire.

17^e RGP

CAPORAL JOSSELIN CAILLER, 23 ANS, SAPEUR DE COMBAT AU 17^e RÉGIMENT DU GÉNIE PARACHUTISTE (MONTAUBAN)

J'ai toujours voulu pratiquer un métier fort en adrénaline. J'ai songé à devenir pompier de Paris. Finalement, je me suis tourné vers l'armée de terre et les parachutistes. Cela fait cinq

ans que je suis au 17^e Régiment du génie parachutiste. J'ai choisi la spécialité de sapeur de combat. Je suis amené à intervenir sur le terrain pour du déminage, de la sécurisation de zone, de la recherche d'engins explosifs improvisés (IED).

Conseil à un jeune qui souhaiterait s'engager :

D'abord, bien réfléchir à son engagement. C'est une expérience sensationnelle, mais qui implique beaucoup de sacrifices en ce qui concerne la famille ou les amis. Pour ma part, je ne regrette pas mon choix.



B. BIASUITTO / DICOD

LIEUTENANT CÉDRIC SABADOTTO, 28 ANS, OFFICIER COMMUNICATION AU 2^e RÉGIMENT ÉTRANGER D'INFANTERIE (NÎMES)

Je voulais servir la France et vivre des aventures. Je me suis engagé dans l'armée de terre. J'aime le contact avec le public et les médias, et ce métier me convient très bien.

Conseil à un jeune qui souhaiterait s'engager :

Il faut être volontaire, prendre des initiatives pour avoir des responsabilités dans le métier qu'on a choisi.



B. BIASUITTO / DICOD

CAPORAL SÉBASTIEN PICOT, 26 ANS, MENUISIER À LA BASE AÉRIENNE 117 (PARIS)

Le travail du bois est une passion que j'ai d'abord pratiquée dans le civil. Dans les armées, la menuiserie est une spécialité recherchée. Je me suis donc engagé dans l'armée de l'air comme agent d'entretien. Je peux fabriquer un meuble de bureau un jour, le lendemain réaliser un blason pour les insignes de la base ou effectuer des réparations courantes au

sein du service.

Conseil à un jeune qui souhaiterait s'engager :

Il faut qu'il soit sûr de sa motivation. L'armée offre une grande variété de métiers, non seulement de « combat » mais également dans d'autres secteurs passionnants.

Ils témoignent et pro

DANS LES ARMÉES

1^{er} RÉGIMENT DE TIRAILLEURS



CAPORAL-CHEF DAVID POINT, 30 ANS, TIREUR DE PRÉCISION AU SEIN DE LA SECTION TIREURS D'ÉLITE AU 1^{er} RÉGIMENT DE TIRAILLEURS (ÉPINAL)

En m'engageant, je cherchais de l'action mais aussi de l'autonomie. Dans les métiers de l'infanterie, celui de tireur d'élite correspondait à mes aspirations. Aujourd'hui, je peux encadrer un soldat en lui donnant des informations sur la direction du tir, les conditions météo. L'armée m'a permis de vivre de nouvelles expériences, grâce aux nombreuses opérations extérieures auxquelles j'ai participé.

Conseil à un jeune qui souhaiterait s'engager :

Quel que soit son choix, qu'il se donne sans compter. La vie militaire est exigeante, mais cela vaut le coup.

SERGENT DAVID COMOLI, 24 ANS, INSTRUCTEUR SUR SIMULATEUR DE VOL À LA BASE AÉRIENNE 113 (SAINT-DIZIER-ROBINSON)

Tout a commencé à l'université, au forum des métiers. Je me suis approché du stand Défense par hasard, et j'ai découvert ce métier d'instructeur sur simulateur de vol qui m'a immédiatement emballé. Mon rôle est à la fois d'instruire les jeunes pilotes et d'entraîner les plus anciens sur simulateur. C'est un métier polyvalent qui permet de toucher à tous les aspects de l'aéronautique : la mécanique, le pilotage, la météo, le contrôle aérien... C'est devenu plus qu'un métier, c'est une véritable passion.



BA 113

met de toucher à tous les aspects de l'aéronautique : la mécanique, le pilotage, la météo, le contrôle aérien... C'est devenu plus qu'un métier, c'est une véritable passion.

Conseil à un jeune qui souhaiterait s'engager :

Avant de se décider pour un choix, il faut être curieux et s'intéresser à tout. Tous les métiers de la Défense sont passionnants. Il y en aura sûrement un pour lui.

MAJOR OLIVIER DELÉAGE, 33 ANS, SOUS-MARINIER. ESCADRILLE DES SOUS-MARINS D'ATTAQUE (TOULON)



MARINE NATIONALE

En intégrant la marine, je me suis orienté vers les sous-marins. Ce milieu m'attirait pour sa complexité (naviguer sous l'eau n'est pas chose courante), mais aussi pour la diversité des technologies utilisées. Durant ma carrière, j'ai passé quinze années de service au sein des forces sous-marines, où mon rôle à bord était de conseiller techniquement le commandement du sous-marin sur l'utilisation de tous les moyens (senseurs, contre-mesures) et de veiller à leur bon fonctionnement. J'ai rallié récemment la division Entraînement de l'escadrille, où je transmets mon expérience.

Conseil à un jeune qui souhaiterait s'engager :

Les jeunes qui entrent dans la marine sont parrainés et encadrés. C'est ce qui fait des forces sous-marines une grande famille au sein de laquelle chacun peut s'épanouir.

diguent leurs conseils



**LIEUTENANT DE VAISSEAU LAURENCE TEISSEIRE,
33 ANS, PILOTE D'HÉLICOPTÈRE LYNX. ÉTAT-MAJOR DE L'AÉRONAUTIQUE NAVALE (TOULON)**

MARINE NATIONALE



Je n'avais aucune connaissance de la marine, mais les visites que j'ai eu l'occasion de faire à l'arsenal de Brest et à la base navale de Toulon ainsi que mon intérêt pour les métiers dynamiques m'ont motivée pour entrer à l'École navale, en 1997. Piloter un hélicoptère offre une réelle sensation de puissance et de liberté : on peut faire du vol vertical, une « marche arrière », tourner sur 360° en stationnaire. J'ai été pilote embarquée sur la frégate *La Motte-Picquet* jusqu'en 2008. Aujourd'hui, je m'occupe de la planification des embarquements d'hélicoptères de la marine sur les bâtiments de notre flotte.

Conseil à un jeune qui souhaiterait s'engager :

Quoi qu'il arrive, garder confiance en soi. Il faut beaucoup travailler pour réussir dans la spécialité de son choix.

**QUARTIER-MAÎTRE GÉRY TASCON,
23 ANS, NAVIGATEUR TIMONIER À BORD DE LA
FRÉGATE ANTI-SOUS-MARINE LA MOTTE-PICQUET**

MARINE NATIONALE



Je rêvais d'une vie au grand large. La marine m'a offert cette opportunité avec, en plus, la discipline et la rigueur.

La spécialité de navigateur timonier s'est imposée comme une évidence. Je l'ai choisie d'abord, puis je me

suis engagé dans l'armée. À bord du navire en mer, je suis l'adjoint direct de l'officier chef de quart. Je m'occupe du suivi de la navigation sur des cartes, de la tenue des journaux de bord. En cas de panne des moyens de transmission, je suis capable de communiquer avec d'autres bateaux par morse lumineux (Scott) et des pavillons à bras (drapeaux). Une fois à quai, je m'occupe de l'entretien des cartes et des ouvrages nautiques.

Pour partir à la découverte des métiers proposés par la Défense vous pouvez consulter les sites Internet suivants :

> www.recrutement-armees.fr

> www.recrutement.terre.defense.gouv.fr ; N° Azur 32 40 dites « armée de terre »

> Devenirmarin.fr ; N° Azur 0 810 501 501 (prix d'un appel local)

> www.recrutement.air.defense.gouv.fr ; N° Azur 0 810 715 715 (prix d'un appel local)

**CAPITAINE DIMITRI DROBYSZ, 27 ANS, PILOTE DE COMBAT
OPÉRATIONNEL SUR RAFALE À LA BASE AÉRIENNE 113
(SAINT-DIZIER-ROBINSON)**

À 8 ans, je voulais devenir pilote. Les avions de chasse sont la Formule 1 de l'aviation ! J'ai donc fait des études supérieures et intégré l'école de l'Air. Depuis juillet, je suis pilote de combat opérationnel. J'ai participé à des missions réelles de protection aérienne du territoire national.

Ses conseils à un jeune qui souhaite s'engager :

Réaliser son rêve est parfois long et difficile, mais rien n'est impossible, tout est une histoire de combativité. Il faut qu'il s'accroche et qu'il ne lâche rien, car cela en vaut la peine !

Carine Bobbera et Tania Sotty



BA 113

La carrière militaire, un vecteur d'ascension sociale

La sous-direction des études et de la prospective (DRH-MD) nous livre les premiers éléments de l'enquête « Les militaires et leur famille », qu'elle doit publier en mai 2010, sur la mobilité professionnelle des militaires.

Grâce aux perspectives de carrière offertes par les armées, 28% des sous-officiers et officiers actuellement en service ont connu une promotion interne en changeant de catégorie depuis leur recrutement. Plus

précisément, 26% des sous-officiers sont issus du corps des militaires du rang. Pour les officiers, 31% ont été recrutés comme sous-officiers et 6% comme militaires du rang. Parmi les officiers d'au moins 35 ans, cette proportion atteint même 50%.

Une autre approche consiste à s'intéresser aux personnels recrutés comme militaires du rang en considérant leur catégorie aujourd'hui. Ainsi, 36% d'entre eux sont devenus sous-officiers, voire officiers. Ce

taux atteint 58% chez les militaires âgés d'au moins 30 ans.

Ces résultats confirment que les armées offrent toujours des possibilités de progression sociale. C'est tout le rôle de la DRH, du ministère de la Défense, que de mettre en place une politique des ressources humaines qui favorise cette ascension. Bien recruté, bien formé, tout militaire qui s'investit doit bénéficier d'un parcours professionnel valorisant.




CARREFOUR EMPLOI DÉFENSE MOBILITÉ

plus de
100 entreprises
vous ouvrent
leurs portes

**JEUDI 26
NOVEMBRE 09
9H À 13H**

**ECOLE MILITAIRE
1 PLACE JOFFRE, PARIS 7^{ÈME}**

  Ecole Militaire



Munissez-vous de CV

Informez-vous, préparez-vous :
01 53 95 15 15 www.reconversion-militaire.fr

La Grande Guerre au à l'historial



Le château de Péronne, dans la Somme, accueille « Mobilisation générale! 14-18 dans la bande dessinée ». De Bécassine au poilu de Jacques Tardi, l'exposition donne à voir, à travers, une vingtaine d'auteurs européens, des façons bien différentes de raconter la Grande Guerre. L'histoire avec un grand H racontée par le 9^e Art.

« **L**a bande dessinée rend vivant l'imaginaire de la première guerre mondiale. Elle contribue ainsi à transmettre la mémoire de ce conflit », explique Vincent Marie, commissaire de « Mobilisation Générale! 14-18 dans la bande dessinée », l'exposition présentée à l'historial de la Grande Guerre de Péronne, dans la

Somme. Cette exposition explore les rapports qui se sont tissés entre le neuvième art et la première guerre mondiale. Les œuvres des auteurs de BD ont joué et jouent encore aux côtés des sources historiques, un rôle important dans la mémoire collective de cette période. La mise en relation de quelque 70 planches d'une vingtaine d'auteurs

fil des bulles de Péronne



La lecture des ruines, de David B (Dupuis). En haut à droite : Bécassine chez les Alliés, par Caumery et Pinchon (Hachette Livres).

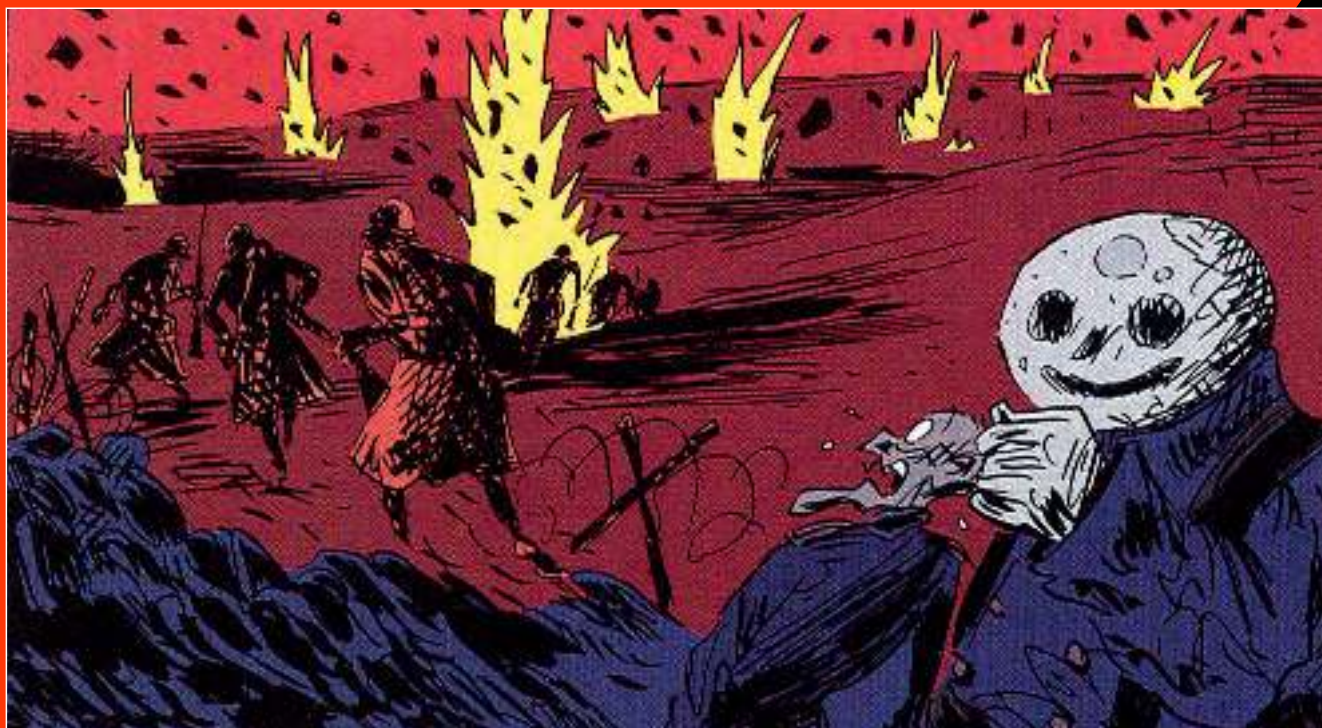
européens avec des objets et documents de l'époque tend à montrer comment « la bande dessinée agit comme un miroir de papier dans lequel se reflète l'image déformée de la Grande Guerre », estime Vincent Marie.

L'exposition, conçue en trois parties, montre avec précision le traitement chronologique, thématique et idéologique de

cette guerre. Son évocation dans la bande dessinée n'a jamais été neutre ni constante. On constate ainsi une évolution dans le discours tenu entre 1914 et aujourd'hui. Car dès les premières heures du conflit, la BD sert de propagande patriotique. Elle constitue un moyen populaire pour rassurer l'arrière, encourager l'effort de guerre et renforcer

le sentiment d'appartenance à la nation. Des héros comme Bécassine et Les Pieds Nickelés se mobilisent alors pour raconter la guerre aux enfants de façon humoristique en la dédramatisant. Le visiteur découvre ainsi ces albums originaux et sourit aux aventures de Croquignol, Filochard et Ribouldingue jouant des tours aux « Boches ».

Après l'Armistice, la BD s'intéresse moins au conflit mondial. Et, avec le temps, le discours se modifie. De la propagande patriotique, on glisse vers des récits d'aventures plus ou moins imaginaires, retraçant par exemple les exploits des As des as. Entre 1974 et 1994, le changement de ton est manifeste. La BD s'attache essen- ▶



Crevaisons, par Casanave et Larcenet (Dargaud).

► tiellement à représenter la guerre des tranchées en tenant un discours dénonciateur et antimilitariste, à l'image de l'œuvre de Jacques Tardi. Inspiré par les récits terribles de ses grands-parents, il raconte le quotidien du Poilu avec une très grande précision. Pour cela, il utilise une documentation historique très riche, et n'hésite pas à dessiner des clichés d'époque. Comme celui, montrant des soldats britanniques victimes des gaz de combat durant une offensive allemande. Puis les représentations du conflit se renouvellent dans les années 90. Au fur et à mesure que les Poilus disparaissent,

et parallèlement à la vague des commémorations, les BD traitent le sujet sur un mode plus varié. Les auteurs se libèrent progressivement de l'influence de Jacques Tardi. Puis, à nouveau le Poilu revient en force. Réalistes et documentées pour la plupart, les BD peuvent être aussi fantastiques ou oniriques (*Sur les terres truquées*, de Mézières et Christin), humoristiques (*Iznogoud enfin calife*, de Tabary), et même romantiques ou fictionnelles (*Mattéo*, de Gibrat). La succession de planches originales exposées montre bien la variété et l'évolution des approches. Cette rétrospective de la guerre

de 14-18 vue par la BD permet de comprendre comment se fabrique l'« imagerie populaire », qui concerne le plus souvent les champs de bataille, les tranchées et le no man's land. L'affrontement est réduit, le temps de quelques planches, à une séquence d'assauts. Les personnages sont souvent stéréotypés, et le soldat ne peut être qu'un héros ou une victime. Peu de femmes sont présentes dans ces dessins. « On y trouve des infirmières, des veuves éplorées

mais peu d'héroïnes ! Il y a encore des voies à explorer ! », remarque Vincent Marie.

La vision de la guerre proposée par ces artistes est parfois tronquée. Chaque auteur a son point de vue, et chaque illustrateur sa manière de le mettre en images. En portant un autre regard sur l'histoire, la BD peut compléter utilement les livres d'histoire. « Elle permet de rendre vivante la Grande Guerre aux enfants, qui ne parviennent pas à s'imaginer ce qu'elle a pu être », note Vincent Marie. Une approche pédagogique reprise par le belge Philippe Glogowski, auteur de trois albums sur la Der des Der, utilisés comme supports de cours : « Si l'on peut aborder ce sujet par le biais de la BD pour intéresser les plus jeunes, autant le faire. »

Carine Bobbera



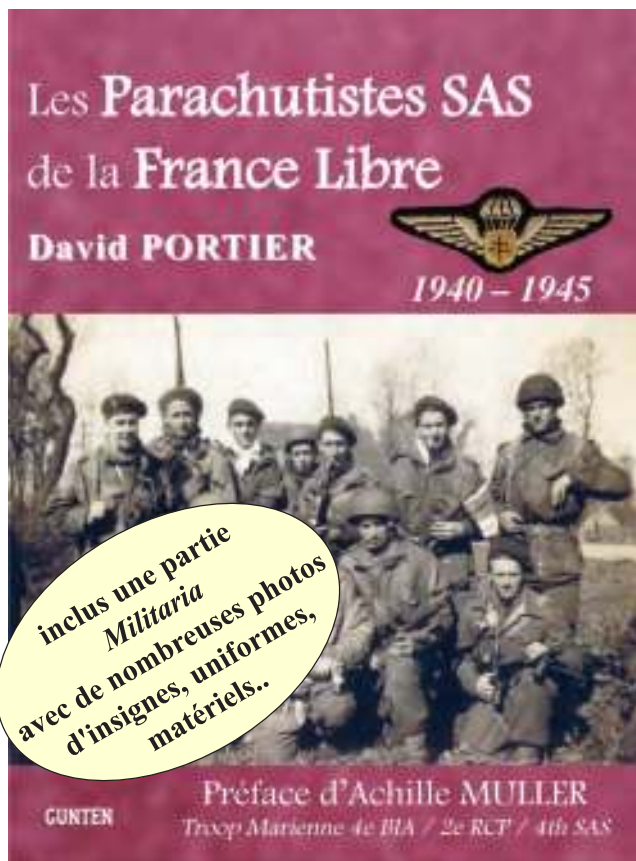
La BD invitée jusqu'en mars

Plusieurs expositions consacrées à la bande dessinée se tiendront à l'Historial, du 11 novembre au 14 mars prochain. « Cicatrices de guerre(s) – Histoires courtes en bande dessinée », présentera les travaux de 22 auteurs picards sur la première guerre mondiale, tandis que « Travaux d'élèves – ateliers d'écriture en bande dessinée » exposera les œuvres d'élèves d'écoles primaires, de collèges et lycées de Picardie avec le concours du service éducatif de l'Historial, de l'association On a marché sur la bulle et d'auteurs professionnels. Ouvert tous les jours de 10h à 18h – Entrée libre – Historial de la Grande Guerre – Château de Péronne, 80201 Péronne. Renseignements : www.historial.org

*Nouvelle édition en grand format,
nouvelles cartes, précisions et encore plus d'illustrations :*

Les Parachutistes S.A.S de la France libre (1940-1945)

David PORTIER, aux éditions GUNTEN



L'épopée des parachutistes SAS de la France Libre se poursuit. Après plus de quinze ans de recherches et des contacts avec des historiens et chercheurs, l'auteur fait le point sur l'avancée des connaissances actuelles. A travers de nombreux témoignages, des documents d'archives et une riche iconographie, ce recueil tente de rassembler une documentation exhaustive sur l'histoire de l'unité française la plus décorée de la seconde guerre mondiale.

A partir de septembre 1940, une poignée de Français Libres placés sous les ordres du capitaine Georges Bergé constitue la 1^{ère} Compagnie d'Infanterie de l'Air. Rapidement, cette petite unité est rattachée au Special Air Service britannique. Entre 1942 et 1945, les parachutistes SAS de la France Libre opèrent sur différents théâtres d'opérations de la Libye à la Hollande où ils sont chargés de harceler les forces allemandes. Dans la nuit qui précède le débarquement et les jours qui suivent, des groupes de SAS français sont largués derrière les lignes ennemies de la Bretagne au Jura afin d'encadrer la résistance et soutenir les opérations de Libération. Traqués et pourchassés par un ennemi impitoyable, ils passent plusieurs semaines dans des conditions très éprouvantes. Malgré des pertes importantes et de lourds sacrifices, les missions sont remplies et ces hommes terminent la guerre aux portes de l'Allemagne.

I.S.B.N. : 978-2-914211-75-8 - prix public : 60 €

Grand Format : 22 x 30 cm... 400 pages (environ)
12 cartes détaillées... plus de 350 photos intégrées au texte
 Réservez-le au prix de **50 €uros (+6 €uros de participation aux frais d'expédition).**
 Vous le recevrez directement chez vous.
Les chèques établis ne sont encaissés que le jour de l'envoi du livre prévu fin novembre 2009.

Bon de commande (à découper ou recopier)

à retourner à : **Editions GUNTEN - BP 70332 - 39101 Dole CEDEX**
 ou à l'auteur : **David PORTIER - 9 Allée Saint-Pons - 06460 St-Vallier de Thieu (tel : 06.84.03.17.66)**

Je soussigné M.....

Demeurant :

.....

Adresse mail : @

Souhaite commander exemplaire(s) de « **Les Parachutistes SAS de la France libre (1940-1945)** » de David PORTIER, au prix de **50 €uros + 6 €uros** de participation aux frais d'expédition.

Je joins un chèque correspondant à ma commande, libellé à l'ordre des **Editions GUNTEN**. Merci.



ULLSTEIN BILD / ROGER-VOLLET

Chute du mur de Berlin. Soldats est-allemands à la porte de Brandebourg, 10 novembre 1989.

En 1989, le bloc communiste s'est effrité, la situation économique est en chute libre. Les Allemands de l'Est fuient vers la Hongrie, qui a ouvert son rideau de fer. En quelques semaines, la contestation enflé dans Berlin-Est, un million de manifestants défilent le 4 novembre. Quelques jours plus tard, le gouvernement cède et ouvre sa frontière avec l'Allemagne fédérale. Des milliers d'« Ossies » (est-allemands) se précipitent alors au mur pour le détruire à coups de pioche et de marteau. La chute du mur de Berlin symbolise la réunification des deux Allemagnes.

L'art de la guerre doit-il tout aux avancées technologiques ?

La course à l'armement de pointe n'est pas toujours la clef de la victoire. L'Histoire a montré que des armes rustiques peuvent se montrer plus redoutables qu'un matériel sophistiqué...

A en croire nombre d'auteurs, l'histoire de l'art de la guerre pourrait être facilement réduite en une formule simple, celle de « *la dialectique de l'épée et de la cuirasse* ». Tout se résumerait en une lutte éternelle pour l'amélioration des performances techniques des armements. Or, si cette dialectique – c'est-à-dire ce processus d'actions et de réactions – existe bel et bien et peut être observée en de multiples périodes historiques, elle est loin d'être la seule à l'œuvre. On peut même affirmer que le fait de vouloir réduire l'histoire des guerres à cette formule simpliste constitue en tant que tel un véritable discours idéologique, que de nombreux philosophes et sociologues de tout bord se sont employés à critiquer et à démonter aux XIX^e et XX^e siècles.

Quand l'inventivité tient en échec une hyperpuissance

Les exemples abondent d'innovations dans l'art de la guerre ne devant rien à la technologie. Le passage de la phalange d'infanterie lourde hellénistique à la légion romaine relève d'une préoccupation moins technique que tactique : la recherche d'une nouvelle disposition dynamique des fantassins au sein d'unités plus manœuvrantes et plus souples. De nos jours, certains acteurs géostratégiques – notamment la guérilla irakienne – font preuve d'une inventivité étonnante, capable de tenir en échec une hyperpuissance. D'autres civilisations ne partagent pas l'obsession occidentale du progrès technique et vont jusqu'à le refuser. Les Indiens des plaines d'Amérique du Nord choisirent le cheval – et devinrent de redoutables cavaliers – sans adopter pour autant la selle et l'étrier. Si l'on s'en tient à une conception simpliste de l'Histoire, cela représentait une « régression » technologique. Mais les tribus indiennes ne le concevaient pas ainsi : selon leur vision du



D. VIOLA / DICOD

LAURENT HENNINGER
chargé de mission au Centre d'études d'histoire de la Défense (CEHD / SGA).

monde, l'équitation passait par une fusion avec l'animal, non par sa domination par le biais d'instruments contraignants. À une autre échelle, l'empire chinois, pendant des siècles bien plus avancé technologiquement que l'Occident, refusera souvent de diffuser certaines inventions, pour maintenir un équilibre social et politique.

Des lances de plus en plus grandes pour les phalanges

La recherche effrénée de l'innovation technique pose parfois plus de problèmes qu'elle n'en résout. Dans la deuxième moitié de la seconde guerre mondiale, l'excellence technologique des chars allemands a constitué un handicap opérationnel et stratégique certain pour le III^e Reich : chers et longs à produire, ils ne pouvaient être mis en œuvre que par des équipages hautement qualifiés. Chez leurs adversaires, en particulier les Soviétiques, des chars comme le célèbre T-34, quoique d'un excellent niveau technologique, étaient à la fois plus adaptés aux rudes conditions du pays, plus rapides à produire et plus facilement mis en œuvre par des personnels moins qualifiés. Plus caricatural : dans leurs luttes incessantes, les royaumes des successeurs d'Alexandre le Grand recouraient aux phalanges munies de longues lances d'infanterie. Cherchant à surclasser l'adversaire, ils se contentèrent d'allonger régulièrement leurs armes jusqu'à atteindre des longueurs qui retirèrent à ces phalanges toute capacité de manœuvre et en firent des proies faciles pour les légions romaines. Le choix d'un progrès technique aux dépens d'un autre obéit à des déterminations qui ne sont jamais réductibles à des critères purement techniques, mais répondent aussi à des exigences politiques, économiques et culturelles. La surenchère technique effrénée est donc bien un fait de civilisation – la nôtre – qui n'est ni intemporel ni universel. ■



PILOTES EN AFGHANISTAN

L'ouvrage se présente comme une longue série d'interviews menées par Frédéric Lert, journaliste spécialiste de l'aéronautique, auprès de pilotes de l'armée de l'air servant ou ayant servi en Afghanistan. Elle forme une synthèse sur les missions, le savoir-faire et les conditions de vie d'équipages confrontés à la réalité d'un terrain particulièrement difficile. Hormis les noms des pilotes, des codes et des informations couvertes par le secret opérationnel, les faits rapportés sont tous authentiques.

Frédéric Lert, éd. Altipresse, 293 p., 22 €

DEUTSCH-FRANZÖSISCHE BRIGADE FRANCO-ALLEMANDE, 1989-2009



La Brigade franco-allemande a fêté ses vingt ans d'existence officielle le 2 octobre dernier. Pour cette occasion, les éditions Fölbach publie une somme exceptionnelle de photographies retraçant l'histoire de cette unité unique en son genre. La Brigade est l'un des symboles les plus explicites de l'amitié franco-allemande ; elle est aussi une unité combattante engagée sur de nombreux théâtres d'opérations extérieures : Kosovo, Afghanistan... La première partie de l'ouvrage présente les garnisons, l'organisation de la Brigade et ses unités. La seconde est consacrée à la formation, aux entraînements et aux opérations extérieures. Textes en français et en allemand.

Éd. Fölbach, 386 p., 15 € ; Internet : www.df-brigade.de e-mail : presse@df-brigade.de

MONDIALISATION ET DÉFENSE



Ce livre présente et commente les principales interventions données de 2002 à 2008 à la commission économie et défense de l'Association des auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Une douzaine de contributions et d'entretiens expose les enjeux et les défis de la mondialisation pour la sécurité collective. L'ouvrage est préfacé par Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Éditions Lavoiselle, 202 p., 28 €

10h59

Novembre 1918. Henry Gunther, américain de 23 ans d'origine allemande se bat sur le front meusien. Bientôt, il sympathise avec Flavien, un soldat français. Alsacien, il parle allemand et Henry voit en lui l'ami, qui pourrait l'aider à marier sa nationalité américaine à sa quête identitaire. En face d'eux,

dans les lignes de défense allemandes, Eugen attend l'ennemi. Eugen est le demi-frère d'Henry qui l'ignore. Au cours d'une offensive des troupes franco-américaines, les trois hommes se rencontrent dans une tranchée... Inspiré de faits réels, ce roman évoque l'histoire tragique de ce jeune Américain considéré comme le dernier militaire tué durant la Grande Guerre, une minute avant la fin du conflit.

Roger Faïndt, éd. 10h59, 180 p., 18 €.

Internet : www.10h59.com

LA CYBERGUERRE, LA GUERRE NUMÉRIQUE A COMMENCÉ

La « cyberguerre » – ou guerre pour le contrôle des informations communiquées par l'Internet – n'était encore, il y a quelques années, qu'un scénario de science-fiction. Nicolas Arpagian, auditeur de l'IHEDN et rédacteur en chef de la revue *Prospective Stratégique*, explore cette nouvelle zone de conflits qu'est devenu l'Internet et donne à penser que la plupart des cyberterroristes font preuve de beaucoup plus d'imagination que les romans d'anticipation. L'auteur étudie l'émergence progressive de la cybercriminalité et son exploitation à des fins stratégiques. Puis, il détaille les systèmes de sécurisation dont se dotent les gouvernements et nombre d'entreprises.

Nicolas Arpagian, éd. Vuibert, 250 p., 26 €



AVENIR ISR PARTAGE

... pour investir avec conviction !



BANQUE FÉDÉRALE MUTUALISTE

PROFESSION BANQUIER
VOCATION SOLIDARITÉ

Avec la BFM, donnez du sens à votre placement :

- Vous investissez dans un fonds commun de placement original spécialisé dans l'**Investissement Socialement Responsable et le développement durable** (gestion assurée par OFI Asset Management),
- Vous participez au financement de la recherche médicale appliquée en reversant chaque année, à la Fondation de l'Avenir⁽¹⁾, le coupon équivalent à 2 % maximum de la Valeur Liquidative du placement⁽²⁾,
- Vous bénéficiez d'une réduction d'impôt⁽³⁾ égale à 66 % du montant du don⁽⁴⁾.

Choisir Avenir Partage-ISR⁽⁵⁾, c'est orienter son investissement vers un placement éthique et soutenir les valeurs mutualistes de solidarité et de partage.

Pour en savoir plus :

 **0 821 222 500**
0,118 EUR TTC / min depuis un poste fixe en France métropolitaine

à votre disposition du lundi au samedi
de 9h à 18h sans interruption



Comment souscrire ?

Rendez-vous en agence Société Générale ou auprès de votre intermédiaire financier.

(1) L'intégralité du coupon est directement reversée à la Fondation de l'Avenir. (2) L'OPCVM en tant que tel n'est pas sujet à imposition. Mais les porteurs de parts supporteront les impositions du fait des revenus distribués par l'OPCVM, le cas échéant, ou lorsqu'ils céderont leurs parts. (3) Ce traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque client ; les dispositions fiscales aujourd'hui en vigueur sont susceptibles d'être modifiées par le législateur. (4) Plafond en 2009 : 20 % du revenu imposable. (5) Fonds commun de placement agréé par l'AMF. Toute souscription doit se faire après lecture du prospectus simplifié en vigueur disponible auprès de votre conseiller et sur le site internet www.ofi-am.fr. Le prospectus complet est disponible sur simple demande auprès de votre conseiller. Nous vous invitons plus particulièrement à prendre connaissance des facteurs de risques mentionnés dans le prospectus.

La Fondation de l'Avenir est la seule fondation en France, exclusivement consacrée à la recherche médicale appliquée.

Elle a déjà contribué à la mise en place de plus de **750 programmes scientifiques** et alloué **plus de 15 millions d'euros** de subvention.



90%

DES MILITAIRES ONT DÉJÀ CHOISI LA RÉFÉRENCE SANTÉ UNÉO, POUR EUX ET LEUR FAMILLE.

Forte de 640 000 adhérents et d'1,25 million de personnes protégées, la mutuelle santé Unéo protège les militaires des quatre armées et leur famille. 1^{re} mutuelle du ministère de la Défense et 2^e mutuelle de la fonction publique, Unéo propose une couverture santé performante, adaptée aux spécificités et aux exigences des métiers militaires.

C'est parce que vous assurez notre sécurité en France et à l'étranger qu'Unéo s'engage à vos côtés pour défendre votre santé.

IL Y A DES ALLIÉS SUR LESQUELS ON PEUT VRAIMENT COMPTER !

Unéo
48, rue Barbès
92542 Montrouge cedex
Tél. : 0 811 90 35 35 (prix d'un appel local)
www.groupe-uneo.fr



LA DÉFENSE DE VOTRE SANTÉ